

LE GAUCHISME

ET LA GREVE DES P.T.T.

- Présentation du gauchisme	1
- Petite chronique de la grève à Marseille- Gare	9
- La grève à travers la presse "révolutionnaire"	12bis
- Gauchisme, syndicat, résistance au capital	36
- Du mythe au tabou	54

MARS 1975

Supplément au n°6. Série II d' INVARIANCE

c/o Camatte E.P. 133 - 83 170 BRIGNOLES

PRESENTATION DU GAUCHISME

Parler du gauchisme à propos de la grève des postiers relève apparemment du paradoxe : ni à titre individuel, ni sous étiquette de groupe, les gauchistes ne sont intervenus dans ce mouvement.

Pourtant nous soutenons qu'il n'est pas nécessaire de constater formellement cette intervention pour avoir le droit, dans ce cas comme dans bien d'autres, d'impliquer le gauchisme dans le phénomène d'inhibition qui interdit aux plus diverses protestations sociales de se développer autrement qu'en direction de la comédie du "programme commun". Pour que le gauchisme soit en cause dans une quelconque agitation, il n'est pas nécessaire qu'il s'y manifeste ouvertement, il suffit que sa logique y triomphe parmi l'élément le plus actif et le moins conformiste, voire même que cet élément ne sache rien opposer à la logique du gauchisme.

Etayer cette thèse est le principal objet des pages qui suivent en même temps que la justification de la place que nous consacrons à la grève des postiers. Sans doute ne faut-il pas nier le témoignage que celle-ci a apporté concernant les modifications survenues dans la corporation intéressée et dont nous dégagerons plus loin quelques conclusions. Mais la grève des PTT n'a apporté rien de bien nouveau quant à l'absence d'issue - sous l'angle qui nous intéresse - des actions revendicatives actuelles. Une fois de plus les syndicats ont ruiné à l'usure l'impulsion de révolte d'une catégorie; une fois de plus cette catégorie n'a trouvé ni la force ni la conviction nécessaires pour prendre elle-même son sort en mains; une fois de plus enfin elle a accepté sa défaite sans même un cri de colère contre ceux qui l'avaient provoquée.

La seule originalité de cette grève c'est la part - bien plus explicite qu'à l'ordinaire - qu'y a prise le gauchisme dans l'oeuvre menée par ses saboteurs traditionnels. Complicité essentiellement morale, mais précisément pour cette raison particulièrement efficace : elle annule en effet à la racine la réaction de ceux qui s'insurgent contre le sort que leur réserve une société dont il leur faut percevoir la nature au travers du combat contre son fonctionnement.

Les gauchistes, lors de la grève des PTT, ne sont pas bornés à soutenir l'action et les mots d'ordre de syndicats hostiles à une action radicale qui aurait perturbé leurs "bons rapports" avec le pouvoir et la société en place; ils ont cautionné de leur propre témoignage les mensonges servant à dissimuler cette complicité. Cette attitude éclate de façon criante dans toute la presse gauchiste qui, après la grève, se retrouve aux côtés des syndicats et partis ouvriers, bien entendu pour "regretter" ses résultats décevants, mais plus encore pour en escamoter les causes. Hormis quelques critiques - dont certaines pourtant lèvent un coin du voile sur le "peu de dynamisme" de la CGT (tout en les annulant par la classique diversion faisant de F.O. le trop facile bouc-émissaire de l'échec) - rien, dans les journaux et tracts gauchistes, n'éclaire leurs lecteurs sur le point essentiel pour des "révolutionnaires" : d'où vient que la grève, en dépit de son démarrage radical, n'a pas arraché une seconde ses participants au climat d'intoxication idéologique entretenu par les organisations qui les encadraient.

Répondre à cette question et faire le procès du gauchisme c'est tout un. Nous avons quelques bonnes raisons de croire que les revendications les plus impératives des postiers, si on les avaient défendues

avec l'énergie et la clairvoyance nécessaires, étaient capables de déjouer la fin de non-recevoir que leur a opposée le gouvernement: l'enchaînement de circonstances qui détermina le comportement passif des grévistes n'était pas fatal et pour le rendre tel il lui fallut de notables "coups de pousse", comme nous le verrons plus loin. Mais le résultat le plus considérable, si les postiers avaient adopté l'attitude indispensable, eut été le bouleversement de leurs rapports avec leurs "représentants" et avec toute l'idéologie et les forces politiques situées derrière eux. Même infructueuse face à la résistance de leur employeur-état, cette radicalité aurait eu au moins un résultat positif : les contraindre à lacérer leurs illusions concernant le rôle réel des syndicats.

Or c'est réellement ce que le gauchisme ne veut pas parce qu'il n'est que "l'aile gauche" d'un mouvement dont la fonction historique est de plier la masse des individus en général et leur force de travail en particulier au conditionnement indispensable à la "bonne marche" de la présente société.

certes cette fonction, aussi bien en ce qui concerne les syndicats et partis ouvriers que lui-même, le gauchisme l'escamote sous une foule d'arguties tactiques aux quelles il faut opposer tout de suite la réalité brutale de l'alternative qui se pose à notre époque à toute lutte qui se veut réelle. Il nous a été reproché, au cours de la grève, d'être des "partisans du tout ou du rien". Nous pouvons endosser cette position, mais à condition de bien en préciser les termes. Le "tout" que nous réclamions n'avait rien à voir avec la caricature sanglante et barricadière qu'agitaient contre nous les responsables syndicaux afin de terroriser leur clientèle et lui faire accepter leurs "solutions négociées". Nous visions, simplement mais carrément, l'ouverture des premières fissures sérieuses dans l'efficacité du dispositif d'encadrement quasi-policier que représentent les syndicats et les partis politiques. Il s'agit bien de la revendication d'un "tout" car ce que nous attendions de la "base", ce n'est rien d'autre que de percevoir l'intégralité de son sort, c'est à dire le renoncement aux fausses "sécurités" qu'elle croit trouver dans les discours de ses politiciens et chefs syndicaux. Quant au "rien" on en aura bien vite la notion en se rémémorant le spectacle affligeant de la fin de la grève. Il n'y eut dans l'ensemble aucun de ces signes de lassitude et de découragement qui, d'ordinaire, préparent la liquidation d'un mouvement et, en quelque sorte, amènent les plus résolus à se résigner à la résignation. Bien au contraire, la plupart des grévistes, si on les y avait encouragés, étaient prêts à continuer (1) Et pourtant ils acceptèrent sans aucune réaction - voire même en applaudissant ! - la décision, sans aucun fondement sérieux, de leurs dirigeants de mettre fin à la grève. Amère ironie : leur seule protestation fut pour se raccrocher à cette ultime et dérisoire "consolation" (d'ailleurs capitalisée à Paris par la CFTD) qui consistait à retarder d'un jour la reprise effective du travail. Jamais grève de postiers n'a été aussi longue, dense et soutenue; jamais sa liquidation n'a été subie de façon aussi terne, muette, passive.

(1) - A. Marseille Gare, la volonté de certains d'en finir existait, mais dans la coulisse, chez ceux qui truquèrent avec la grève en se faisant discrètement porter malades. Même si leur nombre était plus important qu'il n'apparaissait en assemblée générale, ils n'influaient pas directement sur celles-ci... sauf quand la CGT locale, les derniers jours, se crût autorisée à faire état d'une trentaine de défection (dans les brigades où elle a le plus d'influence) pour décréter que "le rapport de force avait changé".

Ici toute incrédulité à l'égard de notre grief contre les gauchistes doit nécessairement se réveiller : allez-vous donc les rendre responsables de cette passivité ? C'est le réflexe inévitable de tous ceux qui n'examinent les choses qu'au niveau brut de ce qui est courant et admis : l'attitude "intraitable" du gouvernement, la tenacité inutile des grévistes, etc.... Nous maintenons bien le grief énoncé plus haut mais à un niveau beaucoup plus général et avant de le préciser il faut enlever aux gauchistes leurs divers alibis. Il est vrai qu'on ne les a pas vus directement à l'œuvre dans cette grève. Les plus "infiltrés" d'entre eux sont minoritaires à la CFDT, elle même minoritaire chez les postiers. Quant à ceux qui sont à la CGT, s'il s'en trouve, on ne soupçonne même pas leur existence, tant ils la dissimulent. Autant dire que, bien que leurs groupuscules aient signé leurs tracts "cellules des PTT" il était impossible, lors de la grève, de découvrir l'un des leurs en chair et en os.

De cette "clandestinité", ils pourraient d'ailleurs se défendre en évoquant cette "chasse à la sorcière" que les staliniens de la CGT menaient ouvertement contre eux, il y a quelques mois à peine - et qu'ils poursuivent toujours mais de façon plus hypocrite. Mais tout ceci ne fait que nous écarter de la vraie raison de leur attitude. Ces excuses gauchistes ne sont plus valables lorsqu'il s'agit des positions qu'ils expriment dans leur presse et dans leurs tracts. Là toute réticence ou absence de critiques vis-à-vis des "grandes organisations ouvrières" découle directement de leur orientation générale et c'est dans ce cadre là que nous pouvons sans hésitation mettre en cause leur responsabilité. Au travers de ses arguments généraux, théoriques et politiques, le gauchisme assume un rôle négatif parce que ces arguments réduisent ou stérilisent diverses ruptures qui tendent précisément à démystifier la suprême ressource de la conservation sociale face à ses propres contradictions : l'idéologie du capital.

Voilà que nous avons laissé échapper le terme fatidique ! Nous nous en expliquerons tout de suite : sans cela notre condamnation du gauchisme serait inintelligible et surtout notre analyse de sa naissance, de son développement et de sa fonction le serait encore plus. Si nous parlons chaque fois de "capital", et non de capitalisme, c'est parce que nous voulons prendre en considération, dans leur mouvement incessant, les conditions et déterminations actuelles du phénomène historique social que Marx le premier a déchiffré. Par l'usage de ce terme, nous voulons déchirer les oeillères de ceux qui ne connaissent, comme facteurs contre-révolutionnaires impliqués par ce mot, que les caprices de la classe bourgeoise, les spéculations sordides des "puissances de l'argent" ou, plus sottement encore, le machiavélisme des partis de gouvernement. Le capital est un rapport social dont l'essence ne peut être réduite à la politique de tel ou tel parti, à la nature sociale de tel ou tel Etat au comportement de telle ou telle classe : il doit être appréhendé dans le mouvement qui lui est propre et qui apparaît suggestivement dans l'annexion de toutes les activités qui, historiquement, lui préexistaient. Cette annexion n'épargne rien et personne. Elle nous atteint nous-mêmes en tant qu'individus devant continuellement lutter contre ses suggestions et sa logique pour garder quelque lucidité critique et ne pas devenir les portes-paroles inconscients de celui que nous nous assignons comme adversaire.

Le mécanisme de l'appropriation matérielle de la force de travail salariée par le capital permet de mieux comprendre son procès d'appropriation abstraite du monde; laquelle ne s'effectue plus, simplement,

par la spoliation du travailleur, mais par son reconditionnement au travers de la satisfaction de besoins que le capital lui-même a re-conditionnés. Le prolétaire du siècle dernier, contre son maigre salaire, n'échangeait strictement que son temps et sa force de travail. Il conservait et nourrissait par devers-lui les convictions de révolte héritées de sa classe et qui constituaient l'unique lueur d'humanité dans cette société ou triomphait de plus en plus l'argent. Cette lueur s'est évanouie en même temps que s'est effacée cette nature foncièrement révolutionnaire du prolétaire lorsque ce dernier a accepté d'échanger à leur tour ses convictions de révolte contre les gadgets du progrès technique et social bourgeois.

Qui trouverait trop abstraite cette exposition du processus peut se la rendre plus suggestive à la vue de ses actuels résultats. Il suffit de considérer comment procèdent les centres de propagande et de diffusions idéologique travaillant pour la généralisation des nouveaux "produits" du capital. Aux besoins humains d'une réalité, ils répondent par la profusion de satisfactions factices : à l'individu qui aspire "à retrouver la nature", il la lui sert ^{veut} fonctionnelle et mécanisée; lorsque le même individu étouffe faute de liberté, ils lui procurent des loisirs; s'il cherche à son vide le refuge de l'amour, ils le submergent sous la pornographie. Par la répétition infinie du processus, depuis l'aube du système du capital, on a recréé à l'homme ses propres besoins, on l'a donc transformé lui-même: on l'a réduit à n'être qu'une apparence par la consommation de pures apparences. A la limite, il est devenu incapable de réagir à la joie et à la douleur autrement que comme on le lui a appris; il n'est plus que le miroir humain d'un monde inhumain.

Dès lors que tout est transformé en besoin, il n'y a plus de vrais besoins. Cependant il s'en est manifesté ces dernières années de tels que le capital pouvait craindre de ne pouvoir les monnayer dans le cadre d'échange qui tient son système en vie. L'irruption de la jeunesse sur le plan politique fut l'expression de ces nouveaux besoins : la volonté de se produire en masse, les coudes-à-coudes dans les manifestations, la fraternité enthousiaste, la destruction des préjugés, bref tout le lot d'aspirations extériorisées par Mai 68, voilà les nouvelles exigences dont le capital pouvait redouter qu'elles ne débouchent sur la remise en cause de son propre système économique et social. Sans relater par le menu comment il s'en est tiré, il faut indiquer qu'il a franchi ce délicat passage toujours suivant sa logique propre, c'est à dire en faisant du nouveau domaine où il était contesté un champ inédit de son expansion, une base d'appui "originale" pour sa consolidation. Le gauchisme, au sens générique du terme, joua en dépit de ses dimensions réduites un rôle de pivot dans cette "reconversion" de l'énergie subversive réveillée par Mai 68. Pour réintégrer celle-ci dans le cadre de la vie normale du capital, il fallait des médiateurs moins démonnayés que les partis socialistes et staliniciens (qui d'ailleurs, après le reflux de la vague, puisèrent une bonne dose de liqueur de jouvence dans cette "récupération"). Ces médiateurs, le capital les trouva dans l'ensemble du mouvement des groupuscules et bien plus en tant qu'idéologie que structure organisée.

L'important en effet, pour la sécurité de son système, c'est que tout conflit soit aiguillé dans le domaine dont le capital détient la maîtrise totale : le politique, qui est fondé sur l'exclusion des grandes masses sociales, le syndical, où toute "concession avilit et divise les salariés, l'économique enfin, pris dans son sens le plus général

et où tout, y compris la révolte sociale, peut être acheté contre de dégradantes espèces.

Revenons à la fonction du gauchisme. Les sphères dirigeantes du capital savent bien qu'elles n'ont rien à craindre des conflits sociaux aussi longtemps qu'on peut les maintenir dans le cadre du politique. Là toute velléité protestataire se polarise et se fige sur tel ou tel "programme" dont la réalisation - et à plus forte raison les suggestions préalables - n'ont aucune prise sur les structures du capital. Or le "politique" est le terrain d'élection du gauchisme en même temps que le bouillon de culture où il se nourrit, puisqu'il se justifie lui-même par sa prétention à "radicaliser" les "masses", c'est à dire, littéralement, prendre à la racine leur mouvement de révolte contre la société. En réalité, c'est là que les masses ont toujours subi leurs plus grandes mystifications et c'est là que les gauchistes se mystifient eux-mêmes en ce moment historique où la facticité de cette "action" frôle l'absurde. Leur enième tentative en ce champ date des succès électoraux du Programme commun, qu'ils ont salués comme "irrésistible poussée à gauche". En vérité les partis ouvriers n'ont gagné des voix aux dernières élections qu'en empruntant, plus cyniquement encore que par le passé, des mots d'ordre et des objectifs politiques autrefois exclusifs aux "partis bourgeois". Comme ces derniers pillent à leur tour les revendications "socialistes" des partis de gauche, la farce électorale atteindra bientôt ce niveau de folie où ses résultats seront aussi significatifs que s'ils étaient purement et simplement tirés au sort.

Le gauchisme rejoue donc, sur le mode burlesque, la comédie d'élections, de municipalisme et de manœuvres de parlement qui tenait lieu de programme à la social-démocratie réformiste et qu'il assortit de savantes "tactiques" dont la III^e Internationale, à son heure de gloire, fit déjà l'amère expérience. A la décharge des communistes de 1920, on doit toutefois reconnaître que, même s'ils ignoraient ou sous-estimaient le reconditionnement du prolétariat opéré par un demi-siècle de parlementarisme "socialiste", les forces qu'ils avaient derrière eux constituaient une réalité. Les gauchistes qui les singent - et c'est par là que leur fonction est de redonner apparence de vie à la fictivité - se bercent d'une pure fiction lorsqu'ils imaginent un ferment révolutionnaire impérissable qui gèterait dans l'insatisfaction des travailleurs, c'est à dire là où, précisément, le capital s'est assuré un contrôle absolu : grâce à la complicité syndicale, il y maîtrise toutes les déterminations dont il a ainsi rompu depuis longtemps tout lien avec une tradition - et à plus forte raison une "conscience" - révolutionnaires. La thèse selon laquelle les travailleurs retrouveraient dans la dynamique de leurs besoins immédiats (pour peu qu'on la stimule) les germes de ce besoin supérieur que serait pour eux l'abolition du capital, n'a plus de fondement dès lors que ce même capital peut parvertir jusqu'à la racine tout besoin. C'est même là son moyen le plus efficace pour effacer jusqu'à la notion du seul besoin qu'en tant que capital il ne puisse satisfaire ; celui de la communauté humaine que le communisme s'assignait pour but.

Au stade actuel de l'offensive du capital, qui se développe justement grâce à son aptitude à jouer des limitations économiques qu'il impose à la majeure partie de la société, il n'y a de réaction possible à cette offensive que là où elle prend de telles formes d'agression qu'elle peut rendre brutalement perceptible tout ce que le mode artificiel de vie du capital fait perdre de vie réelle. Hors de

cette voie, le discours "révolutionnaire" n'est pas seulement un verbiage creux; il est lui-même une perversion par la vile surenchère qu'il entraîne à l'égard des concessionnaires exclusifs, pour le compte du capital, de la revendication ouvrière, c'est à dire les syndicats et les partis ouvriers.

La vocation du gauchisme, à l'égard de ces derniers, c'est de reproduire en petit le rapport qui, en grand, est à l'origine de l'assujettissement historique du mouvement ouvrier au capital. Ce mouvement, après avoir trahi (social démocratie) ou massacré (stalinisme) son aile révolutionnaire, a littéralement livré au capital son corps de revendications immédiates en échange de sa propre adhésion à l'idéologie bourgeoise (patrie, démocratie, travail). Dès lors l'idéologie bourgeoise a pu "enrichir" son propre système de valeurs (concurrence, rendement, rentabilité) des valeurs plus générales que le mouvement ouvrier conserve par devers-lui en vue de leur future utilisation "socialiste" (discipline moderne du travail, haute technique et science). Ainsi la puissance matérielle et subjective du mouvement du capital s'est accrue grâce au pillage de toutes les forces vives de son adversaire social, au travers de la réponse favorable qu'à partir d'une certaine époque elle a donné aux aspirations immédiates de la force de travail, mais en les dépaillant de tout contenu autre que celui que le capital y avait mis.

Le gauchisme procède au même type "d'échange" avec les syndicats et partis devenus piliers du capital : il leur prête ses phrases les plus radicales et ses initiatives à teinture anti-conformiste, qui lui reviennent ensuite exclusivement gonflées du plus crasseux réformisme. (1). Ceci n'est en fin de compte que la répétition en miniature de la "transmutation" subie par la doctrine prolétarienne. Entre les mouvements antagoniques de la bourgeoisie et du prolétariat existait une implicite base commune : la foi dans le développement des forces productives, dont l'exaltation, après la défaite de la révolution communiste, fut habilement captée par le capital au profit de son propre système. Toute proportion gardée, c'est également l'existence d'une base commune qui explique le côté à côté actuel des héritiers respectifs de la contre-révolution stalinienne et de ceux qu'elle a massacrés. Les uns et les autres font de la classe ouvrière la formule-tabou qui autorise tous les comportements. Mais alors que les gauchistes l'évoquent infructueusement en faveur de la révolution, les staliniens et leurs alliés l'appellent avec succès à la consolidation du capital. La même formule idéologique nourrit l'impuissance fumeuse des gauchistes et l'efficace encadrement contre-révolutionnaire des syndicats et "partis de gauche"

(1)

C'est un phénomène qu'illustre de façon pittoresque le sort de l'agitation gauchiste - au début antimilitariste - contre l'extension des camps du Larzac et de Canjuers. Passé le stade épique des manifestations de jeunes (et des horions à récolter de la part des "forces de l'ordre") le PCF s'empare de l'affaire, lui donne un tour nationaliste (cf. son affiche "Dehors" les GI et Marines "auxquels Giscard laisse la France") et la couronne par une manoeuvre électorale (voir son meeting de Draguignan, ville qui a récemment perdu au profit de Toulon, municipalement UDR, son titre de préfecture du Var).

Il ne faut pas oublier que si ce "glissement" idéologique a été possible, c'est à cause - outre divers autres facteurs favorables - du caractère idéologique de l'antimilitarisme gauchiste qui ne s'en est jamais pris à l'armée tout court, en tant qu'elle est sur tous les points du globe arme du capital, mais à la seule "armée bourgeoise" ce qui laisse hors de la condamnation les armées du Tiers-monde, celle de Chine ..et de l'URSS.

A ce renforcement de l'autorité morale et pratique des gardes chiourmes syndicaux et politiques des travailleurs ne se limite pas le rôle du gauchisme dont la fonction s'insère dans un processus aux dimensions insoupçonnées et tout à fait disproportionnées^{es} l'influence directe et aux effectifs numériques de ses groupuscules. Le capital, grâce à son extraordinaire développement et à l'étendue inimaginable de son contrôle de tous les aspects de la vie, peut consentir nombre de réformes propres à consolider son système. Mais il ne peut le faire qu'à la condition de savoir anticiper et traiter une à une les revendications qui les provoquent. Or il ne peut intégralement prévoir où, quand et à propos de quoi ces revendications vont surgir, étant donné qu'elles apparaissent dans un domaine toujours plus nouveau et plus vaste qui correspond au champ toujours plus étendu de ses propres agressions. Il faut donc qu'il en soit averti au plus vite par ses agents en contact plus direct avec la masse sociale.

Vis à vis du gouvernement, du patronat et de l'appareil administratif, ce sont les syndicats et "partis de gauche" qui tiennent ce rôle d'information que la criallerie gauchiste, de son côté, remplit vis à vis d'eux. Elle leur a appris le "style" qui plait aux jeunes d'aujourd'hui, les avertis de l'aridité sans écho de leurs litanies progressistes, leur a fourni directement leurs slogans électoraux : "changer la vie". En somme elle les a tirés de leur pesant sommeil dogmatique : désormais ils procèdent toujours avec la même trahison, mais en la dis-simulant mieux. La contribution que le gauchisme leur apporte est d'autant plus précieuse qu'elle tend à effacer ce que l'expérience immédiate pourrait apprendre à leurs victimes. Toute "récupération" de la révolte sociale au profit de la politique est en effet chantée par le gauchisme comme un "progrès" de la classe ouvrière, un pas de plus en direction de son "émancipation"; toute grève bafouée (comme celle des postiers) reste acquise pour eux comme un beau fait d'armes, puisque, de toute façon elle a "mobilisé" les masses. (Ainsi s'effectue le "glissement" idéologique qui transforme les militants gauchistes en gens d'appareil : ce qui les intéresse n'est pas le résultat de la bataille mais le nombre de combattants mis en lignes, parce que le prestige de cette "mobilisation", en tant qu'ils appartiennent à la catégorie des "organiseurs", rejaillit sur eux, pensent-ils).

Nous connaissons d'avance la riposte -typiquement stalinienne- que les gauchistes feraient à cette critique : ils diraient qu'elle est le fait de "petits bourgeois" qui "méprisent les luttes de tous les jours". C'est au contraire parce que nous voyons dans cette justification démagogique de la capitulation quotidienne un gaspillage éhonté d'énergies possibles dans la lutte contre le capital en même temps qu'une destruction de ce qui reste encore de vivant chez les individus, que nous la dénonçons. Le véritable signe de mépris, à l'égard des travailleurs et des hommes qui survivent sous l'uniforme des salariés, c'est l'opinion qui voit en eux une sorte d'infanterie sociale à la disposition d'un corps d'officiers^g "théoriciens" de la révolution. Avec la conviction de ceux qui ne se placent pas au dessus de cette "base" mais en assumant toutes les misères, nous déclarons que cette prétention devient intolérable lorsque de tels "théoriciens" accouchent d'une stratégie dont le plus clair consiste à livrer leurs "troupes" aux plus parricieux de leurs ennemis. Il n'y a pas d'abjection plus grande, pour les groupuscules qui se sont enflés après Mai 68, que d'aider au retour de la jeunesse "contestataire" au bercail des vieilles putes de la social-démocratie et des sinistres bureaucrates de la caserne stalinienne. Si la grève des postiers peut aider à mettre en évidence, cela suffit à justifier toute la place que nous lui avons consacrée.

PETITE CHRONIQUE DE LA GREVE A MARSEILLE GARE

Lundi 21 octobre.

A Marseille gare on sait que les centres de tri parisiens sont en grève depuis vendredi 18, bien que les organisations syndicales soient plutôt discrètes à ce sujet. Le lundi 21, à la prise de service de 12 heures, les préposés du trasbordement terrestre (réception des sacs postaux par voie de fer) arrêtent spontanément le travail. Une réunion est improvisée avec tout le personnel. Les délégués syndicaux demandent à ce dernier de rester sur ses positions de travail pendant qu'ils vont "contacter leurs fédérations".

A 16 heures, nouvelle réunion, les syndicats prennent la direction du mouvement; leurs directives sont: pas de grève illimitée, pas d'occupation du centre, mais grève de 24 heures reconductible. A un gréviste qui s'étonne que la formule de l'occupation du centre soit délibérément rejetée la réponse syndicale est évasive: les camarades de Paris ne semblent pas avoir adopté cette tactique. Au demeurant l'intervention tombe à plat et aucun des participants à la réunion ne parait y accorder quelque intérêt. Quant aux revendications avancées, elles sont les suivantes: 1700 F mensuels minimum, 200 F uniformes mensuels pour tous, augmentation des effectifs.

Mardi 22 octobre.

La grève se poursuit dans sa formule "sur le tas". Mais vers la fin de matinée survient la police. En fait elle reste hors du centre, dans un car. C'est seulement un commissaire, accompagné d'un directeur adjoint et du chef d'établissement qui dialoguent un moment avec les responsables syndicaux. Après quoi ces derniers demandent au personnel de "s'exécuter dans le calme et la dignité". A la proposition d'un gréviste, qui trouve scandaleux d'optempérer devant un aussi dérisoire "déploiement de force" et demande qu'on fasse preuve d'un minimum de détermination en affectant sur place une résistance passive, une partie du personnel applaudit, mais un délégué C.G.T. intervient vivement "c'est de la provocation, je suis un responsable et je ne veux pas aller en prison"...Le tour est joué. Le mouvement, à peine né, débute sous le signe du "repliement" de 400 grévistes (brigade de 12H 20 H) devant trois personnes!

Durant les jours suivants, la participation aux assemblées générales, qui ont lieu dans la rue, près du centre de tri, est forte et constante; mais on n'y sent percer aucun esprit d'initiative. Il n'y a pas de piquets de grève; les "launes" sont pourtant peu nombreux.

Au niveau des revendications, celle qui concerne les 200 F uniformes disparaît le plus souvent des discours ou ne figure qu'en queue de liste, pour, finalement, devenir un acompte à valoir sur les réformes catégorielles.

(la C.G.T. , F.O. et la C.F.T.C. sont officiellement contre les revendications uniformes; la C.F.D.T. , qui se déclare en principe pour , ne manifeste jamais aucune intransigeance sur ce point au cours de toute la grève)

Le 30 octobre.

La C.G.T. et la C.F.D.T. organisent une "journée nationale d'action". Une délégation de l'intersyndicale se rend à Paris. A son retour on constate un durcissement des syndicats: les revendications initiales refont surface après avoir été submergées, pendant 8 jours sous le flot des revendications locales (poussière, bruit, cantine, journées libres pour les sportifs, arbres de Noël!). La "journée d'action" bénéficie d'une large participation P.T.T. accrue de la présence de salariés d'autres secteurs de la Fonction Publique: ce qui renforce la cohésion des grévistes derrière l'Intersyndicale qui, ils pensent déterminée à une extension du mouvement apparaissant à ce moment-là imminente. En réalité, comme on le vérifiera à la lecture des échos du mouvement à Paris, cet "élargissement" n'est qu'un contre feu destiné à prévenir tout débordement de l'agitation jusqu'à ces secteurs.

Les organisations syndicales contrôlent donc parfaitement les grévistes, qu'elles laissent dans l'ignorance la plus complète de ce qui se passe réellement à Paris: jamais , au cours de la grève, on n'aura eu connaissance directe d'un texte adopté en assemblée générale dans un centre de la capitale; jamais on ne saura vraiment comment les grévistes parisiens voient venir les choses!

A Marseille gare , les A.G. se font désormais dans une cour proche du centre de tri. Les discours des délégués sont entendus à l'aide d'un porte-voix; cela tient davantage du meeting que de la réunion . Des grévistes commencent à sentir que le mouvement piétine. L'un d'eux propose une "marche sur Paris". Un autre, ayant entendu les responsables syndicaux se plaindre de n'avoir pas accès à la radio, suggère une "démonstration de masse " devant l'O.R.T.F. Un troisième demande la création de véritables piquets de grève afin que les non-grévistes, encore peu nombreux, ne le deviennent finalement. A cette dernière proposition, la riposte syndicale est unanime: "pas de provocations nous sommes pour la liberté du travail!(La C.F.T. a fait école).

Quant à la manifestation devant l'O.R.T.F. , à laquelle la C.G.T. se refuse, elle est organisée par la C.F.D.T. et groupe 200 participants environ.

Cette petite effervescence des grévistes inquiète les responsables syndicaux . La CGT tient des réunions ouverte à ces seuls adhérents qu'elle ne cesse de mettre en garde contre les "provocateurs" et à la suite desquelles elle annonce, en assemblée générale, que les grévistes n'auront plus le droit d'utiliser le porte voix, ainsi que de faire des propositions "c'est le rôle des responsables qui dirigent la grève" . Un responsable de la CFDT proteste contre cette décision "antidémocratique" et qui a été prise en l'absence de

sa présence. Réaction isolée car on doit reconnaître que sur les deux mille salariés du centre de tri il y en a moins d'une dizaine qui osent affronter les responsables syndicaux dans les A.G. !.

24 novembre. L'Intersyndicale fait adopter le principe d'une consultation à bulletins secrets sur la poursuite ou l'arrêt de la grève. Les délégués de chaque centrale expliquent leur décision. Celui de la CFDT déclare s'être primitivement opposé au vote mais avoir décidé de s'incliner devant la majorité de l'intersyndicale.

26 novembre. Communication du résultat de la consultation: 1150 voix pour la poursuite de la grève; 338 contre. Les syndicats déclarent se féliciter de ce résultat.

27 novembre. Coup de théâtre : les syndicats disent devoir envisager la reprise du travail! Avant l'annonce de cette nouvelle, petit suspense: les délégués ne se bousculent pas au portillon pour prendre la parole les premiers! Finalement, ils s'y résolvent. La CFDT fait un exposé d'ou il ressort que la grève n'a à peu près rien obtenu, mais que cette centrale ne prend pas la responsabilité d'appeler à sa continuation. La cgt explique qu'elle avait une grande confiance en la vitalité du mouvement jusqu'à la nuit précédente, durant laquelle une vingtaine de grévistes du service 20h/6h ont repris d'autorité le travail" ...

Pour faire passer la pilule, les responsables promettent que "la lutte continuera sous d'autres formes" (refrain connu). Ils proposent la reprise immédiatement au personnel théoriquement de service ce jour-là en 12 h/20h alors qu'il est 14h. La proposition provoque un tollé général; la reprise est donc décidée pour le lendemain. Malgré le départ d'une bonne poignée de grévistes écoeurés, les syndicats réussiront à sauver la face en groupant plus d'une centaine d'entre eux dans un défilé sous banderoles destiné à chanter comme une victoire la plus humiliante des capitulations.

Il semble que les ex-grévistes commencent à réaliser ce fait après avoir réintégré le centre de tri. Un climat d'amertume et de colère se développe qui prenant au mot la promesse syndicale de "continuer la lutte par d'autres moyens", crée une situation difficile (pour la Direction du centre de tri et les syndicats). Le point culminant de cette fermentation est atteint le 29 novembre au matin, lorsque le personnel arrête spontanément le travail en raison de la présence d'agents effectuant des heures supplémentaires. La même brigade adopte en réunion une motion qui décide ~~l'arrêt~~ l'arrêt immédiat de travail dans tout cas identique. Pratiquement cela équivaut au refus collectif des heures supplémentaires, un délégué CFDT défend énergiquement cette tactique comme le seul moyen, généralisée à l'échelle nationale d'obtenir du gouvernement la re-considération du non-paiement des jours

de grève . C'est la dernière chance pour que la grève ne se termine pas sur un fiasco total. Mais l'initiative n'est pas répercutée dans les autres brigades; dans la CFDT même ,elle n'est suivie ni sur le plan local, ni au plan national. Elle est sourdement minée par la CGT qui déclare inutile de s'attarder sur ce problème et oeuvre de mille façons pour que la situation redevienne "normale" . Ce qui survient effectivement après quelques jours de flottement.

A Marseille gare, les grévistes n'ont donc eu de réflexes quelque peu énergiques et venant véritablement d'eux mêmes qu'à l'état velléitaire et seulement après la reprise du travail. C'était par trop insuffisant pour tenter l'ultime résistance possible sous forme du refus des heures supplémentaires. D'une part les principales victimes de l'échec de la grève les jeunes en général, les auxiliaires en particulier- n'ont jamais su ou pu avancer les exigences pour lesquelles ils étaient doublement prioritaires: en tant qu'ils sont professionnellement les plus défavorisés et parce que c'est grâce à eux que le mouvement est parti à Paris. D'autre part, ils avaient implicitement contre eux, dans cette dernière tentative la grosse cohorte de ceux qui voyaient dans le forcing d'heures supplémentaires un bon moyen de colmater la perte de salaire que la grève leur avait fait subir. Inutile d'ajouter que ce facteur décisif bénéficiait du soutien occulte des syndicats et qu'il apportait lui-même à ces derniers tout son appui.

--:--:--:--:--:--:--:--:--

LA GREVE A TRAVERS LA PRESSE "REVOLUTIONNAIRE"

Le gauchisme aura été à la fois le grand absent et l'invisible présent dans la grève des P.T.T. Ni au cœur de la grève, ni au-dehors; ni pendant son déroulement, ni après, il ne s'y est distingué de la ligne générale par une critique réelle de la position des syndicats. Ses préoccupations n'en imprègnent pas moins les quelques interventions "extrémistes" dans les secteurs de pointe du mouvement. Cette influence occulte du gauchisme ne saurait suffire, naturellement, à expliquer les dimensions modestes du "radicalisme" initial de la grève. Elle renseigne par contre sur l'optique des quelques groupuscules qui on pu s'y manifester et dont l'orientation, par-dessus les divergences doctrinales, est commune sur un point essentiel. Même chez ceux qui ont dénoncé le sabotage de la grève par les syndicats, on se refuse à en tirer intégralement toutes les conséquences.

Ce refus, évident chez les gauchistes, est plus enveloppé chez les autres "révolutionnaires", notamment chez ceux qui affirment n'avoir rien de commun avec eux. En ce qui les concerne, il ne s'agit pas du même manoeuvrisme vulgaire à l'égard des "partis ouvriers", mais d'une concession plus subtile vis-à-vis de l'idéologie dont ces mêmes partis se réclament. Il importe peu que cette idéologie soit outrageusement falsifiée par les uns tandis que les autres lui témoignent une fidélité fétichiste. L'essentiel est que les deux versions, sur le plan de la clarification théorique, aboutissent au même résultat: rechercher les conditions de la rupture avec le capital là et dans les conditions où ce dernier accroit sans cesse son emprise sur la société.

S'agissant d'une grève, c'est-à-dire d'une bataille dont la direction, de fait et de droit, est confiée au plus immédiat et sournois instrument des intérêts et de la logique du capital, la nature et la fonction de l'organisme syndical est bien évidemment au centre de la question. Si on n'est pas clair et catégorique sur ce point, il n'est pas possible d'opposer quoi que ce soit, sur le plan pratique comme sur le plan moral, au sabotage syndical des révoltes ouvrières.

Face à ce sabotage, la position du gauchisme bon teint(1) est bien connue: la classe ouvrière est instinctivement révolutionnaire, mais elle est "trahie par ses chefs"; toute manoeuvre est donc bonne qui permettrait de chasser ces derniers de l'entier mouvement ouvrier (d'où le soutien gauchiste apporté au PC dans l'espoir que celui-ci sera "débordé" par sa "base"; d'où la discrétion de la critique gauchiste de la CGT qu'il s'agirait de "conquérir" à des buts révolutionnaires).

Mais alors que les gauchistes entendent appliquer cette tactique à toutes les organisations ouvrières, y compris

(1) Nous appelons ainsi le mouvement qui groupe tous les courants politiques concurrents issus de la même souche trotskyste.

les partis politiques, ceux qui les critiquent tout en les imitant subrepticement "sur leur gauche", refusent la manoeuvre en ce qui concerne les partis mais l'acceptent implicitement pour ce qui est des syndicats. Ce n'est là qu'un tour de passe-passe dissimulant une illusion d'optique finalement de même nature que celle des gauchistes: il existerait une classe sociale spécifique tendant au socialisme mais paralysée par ses superstructures "opportunistes"; sauf que cette tendance, absolument incapable de surgir sur le plan politique, où elle est submergée par le magma électoraliste de tous les partis, serait susceptible de renaître à partir de la radicalisation des "luttres" économiques. C'est là une façon d'esquiver la problème de la fonction réelle de l'organisme qui dirige ces "luttres" en soutenant que, bien qu'il soit aux mains "d'opportunistes", il demeure propriété inviolable de la classe ouvrière, du moins aussi longtemps qu'il n'est pas étatisé ou annexé ouvertement par les "partis bourgeois".

Il est vrai que parmi les "révolutionnaires" non-gauchistes que nous citerons, il en est qui reconnaissent que l'organisme-syndicat est depuis longtemps perdu pour la révolution; mais ils n'en restent pas moins fidèles à la perspective dans laquelle la subversion du capital doit survenir comme une "transcendance" des luttes revendicatives immédiates. Il s'agit donc toujours de la même problématique commune non seulement aux groupes de filiation marxiste, mais même, comme on le verra, à ceux qui se réclament de l'anarchisme. On sait que le mouvement libertaire exalte l'autogestion des entreprises et l'action syndicale au détriment de la "politique" et de la fonction des partis; mais cela n'empêchera pas ceux de ses adeptes qui purent intervenir dans la grève des postiers de se rallier à l'idéologie et aux mots d'ordre politiques des partisans déclarés du Programme commun.

Il se manifeste donc, derrière la variété de cet échantillonnage politico-idéologique, une orientation commune et unique dans laquelle nous voyons précisément l'obstacle le plus immédiat, non seulement à une lutte réelle contre le capital mais même à la possibilité de seulement la concevoir. En vue de cette lutte, tous ces groupes s'imaginent un secteur d'action qui serait, ou pourrait être, autonome au départ et qui échapperait ainsi, de par sa nature propre, au phénomène d'enveloppement par le capital.

Si nous opposons à cette chimère la réalité historique brutale de la liquidation du prolétariat et de sa doctrine en tant que facteurs révolutionnaires, ce n'est pas pour nous complaire dans une délectation morbide face à l'écroulement d'un espoir que nous avons partagé. C'est parce que, s'il cela a encore quelque signification de se prétendre "révolutionnaire", on ne peut le prouver que par la prise de conscience de cet écroulement. Une telle démarche implique, non seulement qu'on renonce à l'hallucination concernant l'existence d'une force sociale intrinsèquement révolutionnaire, mais encore qu'on tende à se déparasser, jusque dans la méthode de

de préhension des événements les plus divers, de cette sorte de routine théorique qui survit à un mouvement mort.

Nous ne pouvons trouver d'autre explication que l'implantation indéracinable de cette routine au fait que, d'une part les groupes "révolutionnaires" qui ont pu intervenir dans la grève des postiers aient manifesté si peu d'initiative critique à l'égard de l'orientation imposée au mouvement par les syndicats, et que, d'autre part, ceux qui ont dénoncé cette orientation - à l'extérieur de la grève, par la force des choses - n'aient pas compensé cet isolement au moins en dressant le procès de toute la fonction dont les organisations actuelles de masse sont imparties: enrégimenter leurs fidèles sous le drapeau de la discipline du capital.

La raison que nous donnons à cette carence nous autorise à imputer à ces groupes une influence et une fonction de type gauchiste: Ils se satisfont d'un dialogue de sourds avec un prolétariat imaginaire, ou encore ils se persuadent de sa future résurrection en se berçant de la sûreté de "prévisions théoriques" toujours démenties. Par là même ils se rendent incapables de pressentir les points où doivent être attendues les réactions possibles à la marche aveugle du capital. Si, dans leur propre cécité, ils parviennent cependant à être l'expression de quelque chose, c'est de l'impuissance à s'opposer au gauchisme dans sa fonction effective de courroie de transmission à l'usage de l'influence contre-révolutionnaire des grandes organisations.

Quelquefois cette influence se trahit, comme on le verra, par une indulgence sournoise dans le jugement porté sur le rôle de ce même gauchisme. Mais même lorsque l'attitude à l'égard de ce dernier est intraitable, voire même haïeuse, il ne subsiste pas moins la trace, involontaire et inconsciente, d'un point commun avec lui: l'oubli de ce qui, au premier stade de la démarche historique du capital, faisait du prolétariat son possible adversaire révolutionnaire. Le prolétariat pouvait être cet adversaire, non pas simplement parce qu'il était la force productive essentielle (sur laquelle devait précisément se développer ce même capital) mais parce qu'il était le grand exclus des résultats corrupteurs et aliénant de ce développement. Dès lors que le capital, historiquement, a intégré la classe ouvrière à une "jouissance" beaucoup moins congrue de ce qui est produit - et ce, en faisant de cette opération le tremplin de son propre nouvel essor - c'est d'une toute autre façon qu'on peut supposer une valeur encore subversive au "phénomène d'exclusion": en ce que toute l'humanité tend à être exclue de tout ce qui peut subsister pour elle de possibilité de vie humaine. Là peuvent encore résider les "points faibles" de la domination du capital; ceux qu'il lui faudra encore affronter avant de s'intégrer cette vie humaine de façon si totale qu'elle perdrait tout sens connu.

Il faut admettre que la découverte de ces "points faibles" ne progresse que par la voie laborieuse d'expériences où les luttes galvaudées perdent leur signification initiale, où la contestation accouche d'un nouveau conformisme et où les résultats de toute révolte se retournent en force contre les buts qu'elle s'est assignée. En un mot, on n'a pas d'autre ressource théorique que l'exploration passionnée de l'échec, c'est-à-dire du sort de toutes les tensions que le capital secrète contre lui-même, mais qu'il réussit à "muter" en éléments de sa propre continuité.

La compréhension de ce vaste mécanisme, dont les engrenages pratiques et théoriques oeuvrent pour la destruction par le capital de toute force vive, suppose l'évacuation préalable des vieilles représentations mystifiées et mystificatrices. C'est entreprendre cette évacuation que de dresser un rapide bilan des déboires des groupes "révolutionnaires" face à l'optique gauchiste. Celle-ci constitue en effet l'intermédiaire actuel qui entraîne dans le mouvement de conservation de la société la plupart de ceux qui parlent encore contre elle.

La presse gauchiste.-

A Marseille, elle ne s'est guère manifestée - au contact direct des grévistes - que par quelques distributions de tracts: la Taupe rouge des PTT pour le Front Communiste révolutionnaire (ex Ligue communiste), l'Étincelle pour le mouvement intitulé "Révolution".

L'argument central de la Taupe rouge (28 octobre) ne diffère en rien de celui des syndicats et des "partis de gauche": "...Notre mouvement est fort...il faut le consolider: mettre les usagers de notre côté...ce sont aussi des travailleurs. Tous unis nous pourrons faire céder Giscard."(1)

Ce frontisme tombe à un niveau plus méprisable encore lorsque la Taupe rouge, citant les attaques de Poniatowski contre le parti "totalitaire" de Marchais, riposte: "Cette attaque faite au PCF c'est au mouvement ouvrier tout entier à la rejeter. Quant aux divergences au sein du mouvement ouvrier, c'est aux organisations ouvrières d'en débattre". Qui aurait pu croire, quand Trotsky fut assassiné sur ordre du Guépéou, que ses ultimes héritiers politiques en viendraient à une telle défense du parti de ses meurtriers et ne verraient plus, dans le flot de sang de la répression stalinienne, qu'une "divergence à débattre"?

La Taupe rouge du 20 novembre indique, contre l'utilisation éventuelle de l'armée pour briser la grève, que "la réponse est simple: nous devons discuter, dans nos assemblées générales, dans nos syndicats, dans nos intersyndicales d'un appel des postiers au contingent..."

(1) Tout ce qui est souligné dans les citations l'est par nous. On voit que le verbiage gauchiste ignore le fait que la plupart des salariés, lorsqu'une grève perturbe leur vie, s'en prennent aux grévistes, non avec une mentalité de "travailleurs" mais de consommateurs.

Dans la destruction de toute subversivité embryonnaire, de toutes petites phrases comme celle-là sont fort importantes: sous couvert de "stimuler l'action", elles renforcent le mur de mensonges et d'illusions derrière lequel opèrent les syndicats. Les gauchistes savent fort bien que la CGT ne toléreraient pas une initiative comme celle de la Taupe rouge sans crier d'abord à la "provocation" et, ensuite, la torpiller ou lui enlever tout mordant; mais les gauchistes n'en disent mot: ils entretiennent le mythe du syndicat combattif. Ils n'ignorent pas davantage que les postiers grévistes ne sont nullement sensibilisés sur ce point (si tant est qu'ils ne partagent pas les vues de la CGT) et que, donc, leur "phrase d'agitation" n'est qu'un voeu pieux. Mais surtout ils se gardent bien d'évoquer les résultats de leurs propres précédentes tentatives de "renforcer" l'antimilitarisme réel du mouvement lycéen d'avril 1973 par "l'unité" qu'ils lui ont imposée avec le "mouvement ouvrier": à cette époque, ils livrèrent purement et simplement l'agitation radicale de ce mouvement à la submersion conformiste, patriotarde et démocratique de l'agitation par le couple CGT-PCF (renforcé par les "parents d'élèves"), ce qui permet aux crypto-staliniens de l'UNEF-Renouveau et de l'UNCAL de tenter d'enrégimenter les jeunes en une pleurnicharde protestation contre la "réforme Haby".

Qui douterait encore qu'il ya un glissement logique de la phrase révolutionnaire gauchiste au pire réformisme effectif méditera le passage suivant, toujours tiré de la Taupe rouge: " Chirac traite nos responsables syndicaux de "démolisseurs". Qui est démolisseur? Ceux qui démantèlent et privatisent les PTT. Démolisseur ce pouvoir qui remet en cause notre statut. "

Il est donc clair que les gauchistes reprennent à leur compte les mots d'ordre syndicaux de défense de l'entreprise-PTT.

Un autre aspect de la démagogie gauchiste, c'est l'encouragement à la veulerie qui en transpire. Parce que c'est pire encore lorsque les gauchistes veulent haïarder quelque timide critique à l'adresse des syndicats. Ils n'en dénoncent pas le monopole absolu de la grève, l'action liquidatrice, etc... Ils écrivent: " les militants syndicaux ne peuvent continuer à porter presque seuls le poids de la grève... Faire participer tous les travailleurs c'est renforcer notre grève, notre détermination, notre unité". Voilà l'élégante façon démocratique de réclamer discrètement un petit strapontin parmi les "permanents" dont on lèche les bottes en plaignant leur...surmenage!

La grande misère du triomphalisme gauchiste c'est en effet qu'il apporte de l'eau au moulin du...trionphalisme syndical. La Taupe rouge du 27 novembre est distribuée juste après la "consultation" qui permet à ces organisations de tâter le poul des grévistes afin de déterminer s'ils ont encore suffisamment d'énergie pour animer les manifestations de la "semaine d'action" de la fonction publique (faute de quoi les syndicats laisseront s'écrouler tout de suite le mouvement). Face à cette manoeuvre, la

feuille gauchiste ne souffle mot de la manoeuvre qui prélude à la liquidation du mouvement. Il lui est plus facile de hurler avec les loups: "le vote éclatant pour la poursuite a été la réaffirmation de notre volonté de vaincre!".

L'autre feuille gauchiste distribuée aux grévistes est de la même veine. L'Etincelle écrit après la connaissance des propositions faites par le gouvernement, qu'elles sont inacceptables et que les postiers, "tous unis à la base, et démocratiquement autour de leurs revendications, tiendront bon". Elle propose "une concentration importante des postiers à Paris sous les fenêtres du ministère", et fait miroiter "l'extension à toute la Fonction publique".

Dans un autre tract, L'Etincelle répète sa proposition d'une "marche nationale sur Paris", appelle à "voter oui à la poursuite de la grève" et déclare que "c'est le rôle des organisations syndicales de nous ouvrir des perspectives de mobilisation".

Dans une autre feuille après la fin de la grève, l'Etincelle écrit: "Ce sont des postiers en lutte qui reprennent le travail". (Exactement le même argument dont les syndicats se servent pour faire avaler la pilule aux grévistes). Sur cette lancée l'Etincelle préconise le ralentissement des cadences et se retrouve sur les positions mêmes qui ont servi à la CGT à faire avorter la tentative de refus des heures supplémentaires: la diversion des revendications locales. "Nous pouvons faire jouer le rapport de force acquis centre par centre -écrit la feuille gauchiste - régler les questions qui répondent de la compétence de l'administration locale (temps de pause, organisation générale du travail, chefs insupportables, etc...)".

Pour conclure sur la production de ces deux courants du gauchisme(1), il faut citer une Taupe rouge sortie bien après la grève (en février 1975) parce qu'elle fournit un échantillon excellent de la méthode suivie par ces groupuscules: durant le mouvement, pas l'ombre d'une critique à l'égard des syndicats; quant à celle qui survient après, elle est pire que l'absence de critique! La Taupe rouge du 12 février intervient dans une polémique survenue entre les sections locales CGT et CFDT. La cellule PC du lieu s'en était pris à cette dernière parce que la CFDT avait mis en cause, à propos de la non-extension de la grève des PTT, la "stratégie électoraliste", par priorité, des "partis de gauche" (Cete aigreurs soudaines des staliniens du coin étant sans doute liée au "raidissement" du PCF lors de ses bisbilles avec le PS). La Taupe rouge, oubliant effrontément le soutien apporté par les gauchistes aux "candidats de la gauche", écrit que "leur programme commun est un programme électoral" en ajoutant: "Là-dessus au moins FC-PS sont

(1) Si l'idéologie du gauchisme a des contours nébuleux, les organisations qui la propagent directement sont en nombre précis et réduit. Nous ne retenons que celles qui affichent une certaine continuité de principe par rapport à leur souche trotskyste (fut-elle celle du mépris des principes). Ce sont: 1°) l'actuelle Ligue communiste révolutionnaire qui publie Rouge; 2°) "l'organisation communiste Révolution", issue d'une rupture du groupe précédent et dont l'originalité consiste en une certaine affinité avec le style maoïste; 3°) L'O.C.I. qui se livre avec indécence à l'apologie du PC et du PS; 4°) Lutte Ouvrière dont nous parlerons plus loin.

d'accord. Tout comme Maire était d'accord avec Seguy quand celui-ci déclarait que la grève n'avait pas pour objectif de faire céder mais de négocier un compromis honorable."

On va voir tout de suite pourquoi nous pouvons dire que cette critique est pire que pas de critique du tout. Le PCF, dans certaines conjonctures, (dans le cas présent pour argumenter sa polémique contre Mitterand) est bien obligé de dire que les élections sont pour lui un moyen et non un but. Feindre de la prendre au mot, c'est en réalité cautionner son puant mensonge. Or c'est bien ce que fait la Taupe rouge lorsqu'elle apostrophe les staliniens de la façon suivante: "Camarades, sic) vous écrivez dans votre mise au point: "seul le mouvement de masse pourrait amener dans notre pays les changements qui s'imposent. Les élections ne sont pour nous qu'un moment, qu'une étape dans cette lutte permanente." Fort bien (dit la Taupe rouge, NDR) mais n'avez-vous pas fait l'inverse en novembre dernier?"

Cette exclamation et ce titre de "Camarades" suffisent à réduire à néant la timide critique esquissée des impostures du PCF.

D'une façon générale, Lutte ouvrière donne toujours plus de détails que ses concurrents gauchistes en ce qui concerne les aspects peu connus des luttes dans les entreprises (ce qui provient peut-être d'une plus grande implantation de ses militants sur les lieux de travail). Le contraste n'en est que plus grand entre les réalités que L.O. rapporte et les conclusions que ce journal en tire.

Son n° 324 (novembre 1974), sorti en plein milieu du mouvement des postiers, nous édifie sur l'abandon de la revendication initiale des 1700 F mensuels, avancée au cours de la première semaine de grève et qui - dit L.O. - a "pratiquement disparu des tracts fédéraux ou régionaux, CGT, CFDT." La CFDT, consultée sur cet escamotage, aurait répondu qu'un "glissement indiciaire" permettrait aux auxiliaires de bénéficier de l'augmentation des 200 F et que les agents de cette catégories "parviendront ensuite aux 1700 F dans le cadre de leur titularisation."

"Voilà qui est clair- conclut L.O.- les syndicats ne demanderaient plus les 1700 F pour les auxiliaires."

Le même n°, évoquant l'acceptation enthousiaste, par F.O., des "miettes de Lelong", règle la question par un haussement d'épaules: "la défection de quelques bureaucrates ne change rien". Mais les échos que fournit ensuite le journal gauchiste sont éloquentes quant à l'oeuvre des autres bureaucrates qui continuent à "bien tenir" la grève. Il est vrai que les grévistes ont partout repoussé les propositions du secrétaire d'Etat, mais quelques indices commencent à percer concernant l'optique

propre aux syndicats: à Paris-Austerlitz, l'Intersyndicale a refusé d'ajouter à la plateforme revendicative le paiement des jours de grève; à Paris-Montparnasse, malgré le vote contre "l'aumône" de Lelong, "quelques responsables syndicaux ont souligné l'aspect positif des propositions"; à Bordeaux-chèques, les syndicats, dès le 22, ont donné l'ordre d'évacuer les bureaux et quelques dizaines d'employées qui protestaient contre cette opération "son prises à partie par les syndicats".

La modération de ton de Lutte Ouvrière, lorsqu'elle donne ces informations, trahit la réticence gauchiste à dénoncer impitoyablement cette "mauvaise volonté" des syndicats dans laquelle elle ne veut voir que la sclérose, sous l'effet d'une orientation "erronée", des seules superstructures ouvrières. S'interrogeant à ce sujet, L.O. écrit que la "tactique syndicale" traduit un "mélange de combativité et de refus d'organiser une offensive d'ensemble." La feuille gauchiste dénote le jeu électoral du PCF pour qui la grève n'est qu'un moyen de démontrer, à l'usage du partenaire PS, l'influence de ce même PCF sur les ouvriers. Ce sont les exigences de cette démonstration - indique Lutte Ouvrière - qui "expliquent la forme" donnée à la grève par la CGT. Sous le titre "Une grève en miettes", LO en administre la preuve à propos de la tentative d'extension à la SNCF du mouvement des postiers. Dans ce secteur, en réalité, "tout a été fait pour émietter le mouvement" parce que "les dirigeants syndicaux ne voulaient mobiliser les cheminots que le temps de la publication de gros titres". L.O cite à l'appui le détail de la consultation dans divers centres parisiens de la SNCF où la CGT est parvenue à limiter l'arrêt de travail à un grand maximum de 3 jours.

Mais il est bien visible qu'à cette stratégie cégétiste Lutte Ouvrière a fort peu de choses à opposer. On en trouve les raisons dans le n°327 (3-9 décembre) où Arlette Largillier, dans un édito consacré aux "leçons de la grève des postiers", écrit: "Ou bien nous laissons l'initiative aux patrons et ils nous ramèneront 20 ans en arrière...ou bien nous refusons cet avenir...mais alors nous engagerons les batailles contre cette droite qui est, dit-on, la plus bête du monde...". En somme - mais on le savait déjà - les gauchistes ne s'opposent au PCF et au PS que par les moyens différents d'aboutir au même but: la relève au pouvoir de la "droite" du capital par sa "gauche". C'est passé dans l'ordre indiscutable des choses, pour le gauchisme, que de se refuser à "tirer les leçons" inexorablement infligées, au cours des décennies, à leurs propres tactiques, c'est-à-dire que l'électoralisme n'est fait que interdire le radicalisme d'action et non le stimuler, quitte s'il le faut à le détruire si, par extraordinaire, il a échappé au préalable soporifique des "fronts de gauche". On ne peut ignorer cette vérité historique fondamentale, si ce n'est en travestissant la réalité comme le fait L.O. à propos de la grève des PTT dans ce même numéro: "La grève des postiers - dit la feuille gauchiste - est un échec pour les syndicats, pas pour les postiers! "

Du gauchisme de la CFDT à Marseille-gare, nous trouverons un beau spécimen dans la feuille locale de ce syndicat - "Notre combat" - qui, en raison de quelques petits tours de force non

méprisables, mérite sa place dans cette micro-anthologie: 1°) elle affecte d'utiliser une terminologie radicale tout en respectant les plus gros mensonges du mouvement; 2°) elle critique chez les autres des comportements identiques au sien; 3°) elle en appelle à la défiance envers les syndicats tout en pratiquant le recrutement en faveur du sien.

La feuille de la CFDT ouvre ses "Réflexions après grève" en resservant, rechauffé, le gros subterfuge des organisations syndicales face à l'éclatement du mouvement des postiers: "l'enjeu de la grève - indique "Notre combat" - était essentiellement le démantèlement et la privatisation". Ces quelques mots suffisent pour donner le ton d'un texte qui se veut "critique" tout en commençant par couvrir le subterfuge collant à la grève une orientation idéologique contre laquelle sa dynamique initiale s'inscrivait en faux.

Sans doute est-il difficile de se représenter les réelles convictions de premiers grévistes à ce sujet. D'abord parce qu'ils étaient fortement minoritaires dans une corporation qui ne les a suivis que pour des raisons sensiblement différentes des leurs. Ensuite parce que leurs aspirations propres n'ont jamais été répandues et diffusées dans leur concision intransigeante du début. Enfin parce qu'il y a tout lieu de croire que l'insertion de ces aspirations dans la plateforme syndicale centrée autour de la fameuse "lutte" contre le "démantèlement" fut davantage acquise faute d'objections de la part de ceux qui ont arrêté le travail les premiers qu'en réponse à une ferme conviction de leur part. Compte-tenu de la violence de l'impulsion du début, on est bien forcé de supposer que, pour les grévistes parisiens, l'acceptation du mot d'ordre idéologique des syndicats fut surtout un moyen, pas trop discuté ni compris, de chapeauter la formulation de leur besoin immédiat. Quoiqu'il en soit, aucun doute n'est possible sur un point: les grévistes voulaient une augmentation uniforme, non hiérarchisée et garantissant un salaire mensuel notablement accru. Si les grévistes n'ont pas clairement vu combien leur révolte, dans son esprit même, contredisait le battage stérile autour du "démantèlement", ce contraste n'échappait pas dirigeants syndicaux qui n'eurent rien de plus pressé que de faire homologuer par la grève l'idéologie qu'ils lui imposaient. C'est donc se faire une seconde fois complice de leur manoeuvre que de poser comme vérité indiscutable que la grève était dirigée contre la "privatisation".

Mais "l'autocritique" de Notre combat démontre plus d'impudence encore lorsqu'elle prétend relever les faiblesses de la grève et en prévenir la répétition dans le futur par des résolutions d'une grande vigueur. Sous la rubrique "moyens de lutte", nous y lisons, à propos de l'unité pendant la grève, que "les travailleurs avec raison l'ont exigée" et que la CGT, la CFDT et la FNE l'ont réalisée au sommet ainsi qu'à la base le plus souvent". Dès la lecture de cette phrase, nous pouvons supposer que le lecteur, désormais familiarisé avec le verbiage gauchiste, en reconnaîtra facilement le style. Des "exigences des travailleurs" qu'invoque Notre combat, nous affirmons, foi de témoins, n'avoir jamais vu l'ombre durant la grève. En réalité, comme la CFDT a toujours rengainé son "radicalisme" au profit de la CGT, au nom de "l'unité", il se peut que Notre combat confonde les

préjugés et la peur des responsabilités de ses propres représentants à l'Internsyndicale avec l'opinion d'une "base" que nous avons toujours trouvée de plus en plus amorphe au fur et à mesure que les maigres communiqués qu'on lui lisait devenaient eux-mêmes de plus en plus mornes.

Mais pour ce qui est de "l'unité au sommet", là Notre combat énonce une grande et belle vérité: elle fut sans fissures...comme celle des larrons en foire! La CFDT, devant les exigences de la CGT, eut il est vrai quelques réserves de pure pudeur, mais ce fut toujours pour s'incliner en fin de compte et bien se garder d'ébruiter les différents survenus. Par exemple lorsque la CFDT proposa de manifester devant la station de l'ORTF, parc Chanot, la CGT bouda la démonstration, se bornant à y envoyer des "observateurs"; mais elle reprit ultérieurement à son compte l'idée d'une manifestation qu'elle conduisit devant Radio Monte-Carlo sur la Canebière. De même elle passa outre aux protestations de la CFDT en interdisant la prise de paroles des grévistes dans les assemblées générales, rendant ainsi impossible toute intervention de critique. Il était bien visible que, même dans les marges étroites de ses réticences, la CFDT ne "faisait pas le poids" contre sa concurrente; ce qui explique que, déclarant "désapprouver" la consultation sur la poursuite de la grève, vers la fin du mouvement, elle s'inclina cependant devant la "majorité de l'Internsyndicale" qui avait décidé cette consultation (c'est-à-dire devant la coalition de la CGT, de FO...et de la fantomatique CFTC !). Laquelle "Internsyndicale", soit dit en passant, s'évanouit après la reprise du travail, au moment précis où une réaction des ex-grévistes semblait se dessiner.

Quant à "l'unité à la base" dont se félicite Notre combat, elle consistait, pour les grévistes, à se retrouver tous les jours, le temps d'entendre les compte-rendus, toujours plus creux, de l'Internsyndicale. Oubliant la responsabilité de la CFDT dans cette torpeur, Notre combat reconnaît que "l'unité d'action pratiquée à la base a été le plus souvent une unité qui enchaîne, qui bloque toute initiative" et qu'il en est résulté le "suivisme (obligatoire) du plus fort" et une "grève statique". (Souligné dans le texte). D'un ton désabusé la feuille de la CFDT conclut que ce type d'unité "est un frein", que les travailleurs en désiraient une autre, attendant "des organisations la coordination des offensives alors qu'elles ont été étouffées".

A la lecture de ces lignes, il n'est pas nécessaire d'être averti des détails intimes concernant les rapports entre la CGT et la CFDT pendant la grève pour déduire qu'ayant étroitement collaboré et sans conflit à la direction du mouvement, elles sont toutes les deux impliquées dans sa "passivité" et son "suivisme".

En fait "d'initiatives étouffées", la CFDT est fort discrète sur celle qu'elle a elle-même amortie en son propre sein en ne donnant pas suite à la tentative avortée, dont nous avons

déjà parlé, du refus des heures supplémentaires comme ultime moyen d'éviter à la grève sa défaite totale. C'est sur ce point que "l'autocritique" de Notre combat eût été intéressante! et non par le ressassement des phrases creuses dans lequel se complait cette feuille lorsqu'elle vient aux grandes questions générales. Elle s'affirme "consciente" des insuffisances et erreurs commises durant la grève mais ne change rien à la pratique qui les a provoquées; elle déplore "la stratégie électoraliste" mais n'a pas un mot de critique à l'égard de son propre soutien du PS et de son Programme commun; elle en appelle à ceux "qui ne font pas aveuglement confiance aux organisations syndicales", maissollicite derechef la CGT, et même F.O., en leur décernant le titre de "partenaires". En un mot, elle se promet, à la prochaine occasion, de refaire le même jeu!

Ces contradictions ne sont énoncées ici que pour couper court à toute contestation du rôle que nous attribuons à la CFDT. On a bien vu que les arguments de Notre combat sont pillés chez ceux des gauchistes -et dont ces derniers se contentent eux-mêmes dans leur "noyautage" des syndicats. Mais s'il est possible de tenir un langage "révolutionnaire" en pratiquant le plus médiocre "réformisme", on ne peut adhérer officiellement à un programme réformiste et agir en révolutionnaire.

Que le mot de "réformisme", pour la CFDT, soit encore trop doux, Notre combat en fournit une preuve époustouflante...mais nous la réservons pour la fin.

Les "révolutionnaires" non-gauchistes.

Des anarchistes défenseurs de "l'Entreprise-PTT" !

La lecture de Front libertaire de lutte de classe (n°36; décembre 1974) est doublement édifiante: on y trouve sur la grève les indications qui nous firent tellement défaut durant le mouvement; on y constate que, par-dessus les différences d'écoles entre l'anarchisme et le marxisme, les postiers libertaires rejoignent les gauchistes dans leur mythologie du "mouvement ouvrier".

Ceci apparaît à la fois dans leur terminologie et dans leur argumentation. Front libertaire... identifie correctement les causes de la grève: "situation désastreuse aux PTT, climat de tension latente et de conflits localisés, manque d'effectifs, salaires de misère...". Mais en présence d'une réaction effective contre cet état de chose, le journal anarchiste ne connaît d'autre perspective que celle qui est déjà commune aux gauchistes et aux syndicats. Cette position apparaît particulièrement à propos de la "privatisation" qui, selon Front libertaire..., par le "lent grignotage des truts multinationaux et, notamment d'ITT", "est lourde de conséquences pour les travailleurs de l'ensemble des PTT". Pour ces salariés, ajoute la feuille anarchiste, "la braderie des Télécoms, le démantèlement des PTT signifient la perte des avantages acquis".

Qui ne serait déjà blasé sur les conséquences aberrantes du soucis groupusculaire de "se lier à la base" s'indigne-

rait de voir des "révolutionnaires" - par surcroît des anarchistes! - "oublier" que le caractère privé ou étatique de la propriété des moyens de production ne modifie en rien le sort social du salarié et que le soutien de l'un contre l'autre a toujours été le moyen de faire avorter la lutte contre tous les deux.

En réalité cette culbute des libertaires dans ce traquenard est significative de leur incapacité à échapper aux apparences qu'affiche le monde qu'ils prétendent combattre. Il peut sembler en effet que la "privatisation" des PTT, en ce qu'elle peut porter atteinte au sort statutaire des travailleurs de ce secteur, doive être combattue indépendamment de toute autre considération. Nous avons déjà montré combien le mot d'ordre, particulièrement dans les conditions présentes, en était creux. Mais il faut souligner combien le capital utilise astucieusement la disparité de sort des salariés du "public" et du "privé" en détournant contre une seule de ces formes la rébellion qui pourrait menacer leur contenu commun. La terminologie utilisée par les postiers libertaires montre à quel point ils sont eux-mêmes victimes d'une telle manœuvre. Brader signifie vendre à vil prix. A une seule condition cette cession des Télécoms au "privé" peut sensibiliser ceux qui y perdent leur temps et leur belle jeunesse: s'ils s'imaginent qu'ils les gèreront un jour pour leur propre compte. Et voilà précisément la contribution "anarchiste" à l'idéologie de la contre-révolution: faire chorus avec ceux qui promettent aux salariés qu'ils se "libèreront" du capital en s'appropriant ses structures d'oppression et d'aliénation.

La défense des "avantages acquis" est l'appât grâce auquel les partis et syndicats soumis au capital maintiennent l'errance des travailleurs dans la prison sans issue de l'organisation sociale où s'éliminent et reviennent en faveur, alternativement (nationalisation, "privatisation") les diverses façons de procéder à leur esclavage.(1)

Nous qui nous sommes si longtemps leurrés sur le moyen qui, théoriquement, permettrait de déjouer ce piège, avons le droit de nous étonner que les jeunes anarchistes aient déjà et même oublié ça: il s'agirait, dans le cas des PTT, de porter l'effort de lutte contre certaines conséquences pratiques de la "privatisation" (contre les aggravations immédiates des conditions de travail, de salaire, de recrutement) tout en attaquant vigoureusement l'idéologie à laquelle ces aggravations - d'ailleurs acceptées dans les faits - servent de prétexte. Mais il est clair qu'il y faudrait une énergie déjà capable de se libérer des illusions sur les "avantages" et "garanties" des formes statutaires actuelles. Faute de quoi, comme le prouve surabondamment la grève des postiers, la "privatisation" n'est égratignée que par de beaux discours, tandis

(1) Seguy, dans un commentaire de 1973 à un film sur Mai 68, devait montrer l'efficacité contre-révolutionnaire pratique de l'idéologie "gestionnaire". Il y expliquait de la façon suivante le refus des ouvriers de Billancourt d'ouvrir les portes aux étudiants: ils craignaient le sabotage des usines et installations dont ils espèrent bien un jour devenir les propriétaires.

la voie de ses implications pratiques est d'avance débarrassée de tout obstacle.

Cette énergie, nos jeunes libertaires ne la démontrent pas même au niveau des concepts comme le prouve leur façon de poser le problème des auxiliaires. Eux qui se sont fait un slogan des aspirations à une "société humaine", devraient être sensibles au phénomène historique qui a rendu le prolétariat incapable de la réaliser: sa transformation en classe ouvrière qui, contre la renonciation à son "rêve" révolutionnaire, s'est vue sécurisée, garantie contre les maux et déchéances de son premier état. En présence de toute atteinte, réelle ou supposée, à cette sécurité, le moins qu'on puisse attendre de "révolutionnaires" c'est qu'ils n'orientent pas leur riposte sur le terrain idéologique où se renforce l'intégration "à part entière" de la classe ouvrière dans le système du capital. Front libertaire... ne s'en soucie pas et, à propos des auxiliaires des PTT, écrit: "Ces travailleurs sous-payés et sans sécurité d'emploi, engagés par milliers, remettent en cause le Statut des Fonctionnaires et compromettent l'unité des travailleurs".

Pour des "extrémistes", il est vraiment difficile de tomber plus bas dans la démagogie. Le Statut des Fonctionnaires, patronné par Thorez alors vice-président du conseil et pondu sous le signe des "sacrifices pour la Reconstruction nationale", est chanté par la CGT et le PCF comme une "impérissable conquête". Les jeunes anarchistes ne dédaignent pas d'apporter leur filet de voix à ce concert de mensonges. En réalité, aux termes mêmes de son exposé des motifs, le Statut de Thorez avait pour but, en échange de l'officialisation "d'avantages" pratiquement déjà acquis, de renforcer l'autorité de l'Etat! Voilà qui va bien à des anarchistes: célébrer le chef d'oeuvre central dans le corps de réformes en échange desquelles la classe ouvrière renonçait à sa tradition révolutionnaire!

Quant à "l'unité des travailleurs" que l'existence d'auxiliaires "compromettrait", il s'agit là encore d'un de ces mythes avec lesquels les gauchistes et autres "révolutionnaires" aiment à jongler. En l'état de concurrence institutionnalisée qui règne aujourd'hui par mi les salariés de tous les secteurs, l'unité ne peut se créer que dans leur mouvement, et non dans l'impossible uniformité économique ou statutaire. Et en ce qui concerne la place des auxiliaires dans l'action des postiers, ce n'est certes pas à eux qu'on pourrait faire grief de ne pas avoir été au premier rang dans le mouvement d'octobre-novembre 1974.

Dans notre jugement sur les postiers anarchistes, nous ne nous en tiendrons pas aux sentences de principe: leur activité durant la grève, telle qu'ils la rapportent eux-mêmes, est aussi édifiante que les considérations qu'ils formulent après le mouvement. Front libertaire... décrit les circonstances qui firent de la grève de Paris-Brune des 7 et 8 octobre comme le prélude du mouvement d'ensemble ultérieur des postiers et explique pourquoi, à la riposte contre une agression dirigée contre un groupe déterminé de trieurs, furent

s'ajouter les revendications chères aux syndicats (lutte contre le "démantèlement"). C'est grâce à cette "plateforme unifiante - écrit la feuille anarchiste - "que la grève put entraîner l'ensemble du personnel".

Nous touchons là du doigt le compromis idéologique sur lequel reposait la grève des centres de tri dès le tout début du mouvement: sous peine de disparaître, une réaction radicale de lutte devait composer avec les illusions de "l'ensemble du personnel"! Ceci n'autorise pas à décréter que toute disjonction était impossible entre ces deux aspects contradictoires du mouvement une fois que l'action était lancée, mais entraîne un jugement sévère à l'égard de ceux qui, non seulement n'ont pas agi pour rendre cette disjonction possible, mais aujourd'hui encore sont incapables de la penser nécessaire. Que ce soit le cas de Front libertaire il suffit de le lire pour s'en convaincre: n'écrit-il pas que "la lutte contre le démantèlement c'est la lutte contre l'emprise des trusts" ?

Cette formule, qui n'est qu'une plate copie du slogan éculé des "partis de gauche", suffit à prouver que nous avons le droit de considérer les postiers anarchistes comme une simple variété dans le panier aux crabes des gauchistes. On peut d'ailleurs s'ôter tout ultime scrupule à ce sujet en les suivant de plus près dans leur comportement durant la grève, tel qu'ils l'exposent aux-mêmes. Après une relation édifiante (quoiqu'elle ne nous apprene rien de nouveau) de la scélératesse des organisations syndicales au cours de la grève des centres de tri qui commence à Paris les 17 et 18 novembre, Front Libertaire fait état de la "marge étroite" dont disposaient dans ce mouvement les travailleurs radicalisés". En effet, constate la feuille anarchiste, "les travailleurs font dans leur grande majorité confiance à leurs dirigeants". Voilà donc toujours le même hic face auquel nous avons pu constater que les "avant-gardes révolutionnaires" n'ont pas constitué, fut-ce au seul plan idéologique, un facteur d'opposition.

Les anarchistes, jusque dans leur style écrit, ne dérogent pas à cette règle. Front libertaire, en décrivant le "climat" dans les centres de tri parisiens, dit que "toute apparition critique, ou même toute opposition positive mais critiquée, marginalise dangereusement les travailleurs révolutionnaires". Ce vocabulaire pédant ne sert ici qu'à dissimuler la dérobade; pourquoi ne pas écrire simplement: si nous avons seulement dit, ce que nous, anarchistes devons dire, pour être fidèles à nos convictions, nous nous serions retrouvés seuls. ? Mais alors adieu à tout titre à l'autofélicitation après grève qu'on trouvera dans le n° suivant de la feuille.

Le comportement de Front libertaire est le même en ce qui concerne la position prise par ses partisans après l'impossibilité de créer des comités de grève qui ne soient pas "une intersyndicale déguisée". Front libertaire dit à ce propos que "plutôt que de défendre un schéma encore incompris" les postiers anarchistes ont essayé de lutter pour la "souveraineté des assemblées générales". Encore la fumée des mots! Que pouvait donc bien signifier cet objectif puisqu'il était exclu que ces assem-

blées générales puissent réaliser la condition indispensable d'une souveraineté réelle des grévistes - le refus d'obéir aux syndicats - et que ces "libertaires" n'allèrent même pas jusqu'à énoncer la nécessité de ce refus.

Qu'il soit bien clair encore une fois que nous ne reprochons à personne de ne pas avoir transformé les postiers en révolutionnaires. Nous voulons seulement souligner la pauvreté "d'imagination" de ceux qui croient avoir fait quelques petits pas en direction de cette transformation, alors qu'ayant échoué sur l'essentiel - lécroutement des illusions des grévistes sur les syndicats - ils ont joué dans la grève un rôle qui ne heurtait pas les propagateurs de ces illusions. Ce rôle, pour les postiers anarchistes, a consisté en une réalisation du plus pur style gauchiste: à Paris-Brune, ils ont mis sur pied un "comité d'animation" qui a projeté des films, organisé des débats, fait entendre des chansons. Selon Front libertaire, cette initiative, "dénoncée par les réformistes" (même terminologie hypocrite que celle des gauchistes pour désigner les contre-révolutionnaires) et "attaquée comme complot gauchiste", a dû être acceptée par l'intersyndicale de Paris-Brune parce qu'elle "répondait aux nécessités".

Quelles nécessités, demandons-nous? Celle de faire patienter les grévistes pendant que leurs dirigeants réglent leur sort à l'usure? Ces héritiers de Mai-68, malgré les leçons de la retombée qui dégage de toutes sortes de scories le souvenir de cette époque significative, n'ont toujours pas compris que la "fête" n'a de vertu "révolutionnaire" que dans un certain contexte: à condition de savoir au préalable - comme l'écrivait Utopie - "faire leur fête" à tous les châteurs de grève.

Cette carence a deux sources: l'une, ancienne, relève de questions de doctrine, l'autre, bien plus récente, participe du "phénomène gauchiste". Nous rencontrons la première dans le Monde libertaire n° 207 (déc.1974) qui justifie, en siège de théorie, le comportement qu'il préconise pour les anarchistes. Ils doivent, écrit ce journal, gagner la confiance des travailleurs par la pratique quotidienne: " qui dit confiance dit crédibilité... il ne faut pas craindre de prendre des responsabilités syndicales. Etre délégué du personnel n'est pas contraire à l'éthique anarchiste".

Quiconque a la plus modeste expérience de la fonction de délégué syndical sait bien qu'en l'assumant, non seulement on est ligoté par la discipline de cette organisation mais encore on s'interdit de la critiquer auprès des salariés, puisque la "confiance" gagnée à leurs yeux sur ce terrain-là implique et entretient leur attachement fétichiste à cet organisme. On ne saurait mieux éprouver la pauvreté de "l'éthique" anarchiste" incapable en ce domaine de résister à la plus banale démanègeaison groupusculaire. Les défenseurs chevronnés de cette "éthique", contre la réticence de certains éléments plus jeunes réticents face à ce dégradant racolage, renvoient ces derniers aux grands noms de Pouget et Pelloutier. Ils démontrent par là n'avoir eux-mêmes rien compris à la dramatique histoire du syndicalisme ouvrier qui, dans sa version "révolutionnaire" comme dans sa version "réformiste", n'a été qu'une étape de l'insertion dans le système du capital de toutes les organisations ouvrières qui lui furent un moment hostiles.

La seconde raison du comportement des postiers libertaires doit être recherchée dans le phénomène actuel qui généralise, parmi les groupes "révolutionnaires", et en dépit des barrières idéologiques et politiques, les méthodes gauchistes de recrutement. Contaminés eux-aussi par cette pratique, les anarchistes, qui se réclament d'une morale antiformaliste et anti-bureaucratique en viennent malgré cela à chercher la voie de la révolution dans des types de groupement qu'ils auraient découverts. Alors " qu'aucun groupe d'extrême-gauche n'a véritablement percé durant cette grève - constatent-ils dans Front libertaire - les communistes libertaires ont, quant à eux, tenté une formule d'organisation qui s'est révélée efficace". Il s'agit en fait du regroupement, autour d'une feuille intitulée Le postier affranchi (l'humour vôle las chez les anars!) de quelques éléments qui seraient parvenus, au centre de tri de Paris-St.Lazare, à mettre "la direction de la CGT en minorité en assemblée générale".

Il nous suffit de connaître la base idéologique pourrie de la "plateforme unifiante" des postiers anarchistes pour jauger tout de suite un tel "résultat" qui d'autre part - est-il nécessaire de le préciser - n'a infléchi en rien le processus inexorable de liquidation de la grève. Nous nous doutions bien que l'idéologie anarchiste, par le biais de l'autogestion et du syndicalisme révolutionnaire, finirait un jour par glisser sur la peau de banane de la "lutte contre la privatisation" et se conclure par une banale défense de l'entreprise-PTT. Il n'est pas sans saveur de constater que les libertaires le font dans le style et avec les méthodes des groupuscules gauchistes, ces modèles réduits des partis politiques que les anarchistes détestent tant.

Révolution internationale.-

Il faut en arriver à cette publication pour trouver dans un tract "révolutionnaire" l'énonciation des vérités élémentaires concernant l'analyse critique de la grève, la dénonciation des syndicats et de leur rapport avec la politique mystificatrice des partis ouvriers.

Mais si R.I. met très justement en cause l'orientation politique des syndicats, tous partisans de la venue au pouvoir du PS et du PCF (sauf F.O., qui accepte tous les gouvernements), si son tract rappelle les dures expériences faites par les ouvriers des précédents "gouvernements de gauche", sa critique s'en tient là et sa perspective mise implicitement sur la crise capitaliste qui germe pour en faire le révélateur de la force révolutionnaire du prolétariat: "les travailleurs doivent regarder cette réalité en face= aucun gouvernement ne peut faire quoi que ce soit pour arrêter la crise. Par contre ce que tous les gouvernements feront de plus en plus c'est de s'attaquer au niveau de vie des salariés."

Dans ce matériel, qui insiste sur cette vérité que la subversion du capital ne peut qu'être l'oeuvre de ses victimes, rien n'est formulé qui laisse entendre la condition sine qua non de cette subversion: la transformation de la masse des exploités elle-même. Ou, plus exactement, on attend automatiquement cette transformation de l'aggravation quantitative de la misère économique des travailleurs.

Cette lacune n'est pas fortuite mais résulte d'une limitation de la perception théorique des conditions les plus solides de la domination actuelle du capital. S'agissant d'un texte écrit "à froid", bien après la grève, on ne saurait s'y contenter d'y trouver énoncée une "ligne de conduite" qui, spontanément surgie au cours du mouvement, aurait été l'indice d'une rupture vis-à-vis de l'orientation effectivement suivie. La vérité concernant la fonction réelle des syndicats n'a pas éclaté durant le mouvement et, plutôt que de la proclamer dans le désert - sur le ton de "nous vous l'avions bien dit" - il vaudrait mieux s'expliquer et expliquer aux autres pourquoi il ne pouvait qu'en être ainsi. La dénonciation des syndicats et partis ouvriers par R.I. apparaît d'abord comme un geste de routine propagandiste que comme une contribution à la recherche de ce qui peut, à l'avenir, tendre à déconditionner des grévistes une fois de plus leurrés, à l'égard de ce qui les voue à cet inévitable sort.

Sans nous étendre ici sur cette lacune, relevons dans R.I. un détail qui peut en laisser deviner une raison. Décrivant en précisant les principaux aspects le rôle de "garde-chiourme de la classe ouvrière" dévolu aux syndicats, R.I. explique qu'ils ne peuvent y échapper "quels que soient le dévouement, la bonne volonté et la sincérité de leurs militants de base". R.I. sait aussi bien que nous qu'à la CGT le caporalisme règne jusque sur l'ultime collecteur des cotisations et que l'appareil n'y tolère d'aucun de ses membres la moindre tolérance à l'égard de ce qu'il appelle "la provocation". Les auteurs du tract n'ignorent pas davantage qu'à la CFDT on est d'autant plus enclin à renoncer à la critique du syndicat qu'on a latitude de compenser cette discrétion par le verbiage gauchiste. "Sincérité", au sujet du comportement possible dans les deux cas pour tout militant est un terme qui n'a pas de sens ou qui ne peut qu'induire en erreur sur ce qu'il est possible de faire dans n'importe quel syndicat. L'hommage gratuit de R.I. aux vertus foncières de la "base syndicale" - s'il n'est pas une banale démagogie dans le style gauchiste - ne peut provenir que d'une auto-illusion sur les facultés subversives des militants syndicaux du rang.

La critique de la grève selon "Le Prolétaire".

Au sujet du tract diffusé par le Parti communiste international à l'occasion de la grève des PTT, parler d'un "geste de routine" serait insuffisant: on a plutôt l'impression que dans ce cas la propagande est une pure corvée. A moins que Le Prolétaire estime "avoir sauvé son âme" en démontrant, par ses sentences, ses avertissements, ses appels, qu'il a, encore une fois "eu raison", on ne sait aux yeux de quel arbitre, en présence d'une classe ouvrière enlisée dans son "opportunisme".

De toute façon, on se demande à qui peuvent bien s'adresser les injonctions du PCI. La crise - dit le tract - ne vient pas de "l'avidité des émirs arabes", de "la voracité des sociétés multinationales" ou de "l'incapacité des gouvernements"; elle découle de la "saturation du marché international qui contraint les grandes puissances impérialistes à une guerre commerciale, prélude de conflits armés". (Souligné dans le texte)

On voit par là que le PCI, tout comme Révolution internationale, bâtit sa perspective sur une seule acception de la "crise du capital" et sans pouvoir en déduire autre chose que des exhortations qui enjoignent aux salariés "d'en prendre conscience". Face au concert assourdissant des propagandes racistes, parlementaristes et "démocratiques", quel peut bien être l'impact d'un tel discours si l'on ne peut pressentir la moindre condition propre à éroder le racisme actuel des ouvriers, leur démission au profit de la consultation électorale et leur fascination par les partis les plus nombreux? Au jeune qui apprendrait, par le tract du PCI, que les partis appelant aujourd'hui au sauvetage de l'économie nationale demandaient déjà, "il y a trente ans", des "sacrifices" pour "la reconstruction de la patrie" que peut bien faire une "trahison" perpétrée alors qu'il n'était pas encore né? Enfermé dans l'immédiété de ses besoins - emploi, argent, loisir, confort - il doit nécessairement préférer la démagogie qui lui en promet tout de suite la satisfaction aux pures phrases en faveur d'une "révolution" dont il ne perçoit pas la moindre prémisses. Et s'il en vient quelque peu à se "radicaliser", il accordera ses faveurs politiques, non pas à la rigidité glacée du PCI, mais à ceux qui lui promettent pour très bientôt un "large front" des travailleurs en même temps que leur "unité" irrésistible... Et si l'on nous dit que cette réaction fatale est méprisable aux yeux du PCI, à quoi bon distribuer des tracts à ceux qui ne trouvent rien d'autre à faire que de la subir?

En fait le verbe ne peut rien contre l'actuelle situation; il faut qu'il y apparaisse de vraies cassures, des ruptures réelles futures seulement contre les symboles de la présente société. Mais les dernières en date de ces cassures ont sombré dans la confusion et Le Prolétaire ne songe même pas à en tirer quelque enseignement. Pour appuyer son appel à "briser le gouge", il ne dispose par exemple que de l'évocation de vieilles tactiques historiques appliquées sans succès alors que la classe ouvrière était encore potentiellement antagonique à la société du capital et on croyait possible de la mouvoir en direction de la révolution à partir de ses revendications immédiates que le PCI annonce comme autant de "Sésame ouvre-toi" dans la présente situation: "salaire égal pour les sans-travail", "pour tous les retraités", "réduction draconienne du temps de travail à salaire égal", etc... Tout un ronronnement dont les syndicats font déjà, de leur côté, un usage assourdissant en promettant leur prompt satisfaction.

Pour qui a vu, par exemple, la frénésie des postiers ex-grévistes en faveur des heures supplémentaires et contre le recrutement de nouveaux auxiliaires, c'est pitié de constater que des "révolutionnaires" sont à ce point hallucinés par leur propre discours qu'ils croient agir lorsqu'ils appellent "la classe" à retrouver "dans la lutte la solidarité de tous les exploités".

Sous le titre "A propos de la leçon tirée par Rouge", un article du Prolétaire (n°184; déc.1974) nous permet de comprendre pourquoi la critique du gauchisme par le PCI est vouée à tourner court: si ce parti s'avisait de percer la signification générale du bavardage gauchiste, il lui faudrait arriver aux mêmes conclusions en ce qui concerne sa propre phraséologie.

Certes Le Prolétaire perçoit correctement les griefs évidents qu'on peut faire à Rouge qui - écrit le journal du PCI - n'affirme pas "ce qui est vital" - c'est-à-dire l'incompatibilité entre la défense des travailleurs et celle de l'entreprise - et qui agit comme perspective politique la "vieille mystification du gouvernement des organisations ouvrières, en clair... du PS et du PCF."

Mais le journal du PCI traite cette position comme une "erreur politique", comme "manoeuvrisme", "opportunisme", sans dire lui non plus ce qui est vital à propos du gauchisme: son rôle d'appendice extrême des forces qui contrôlent, en la neutralisant, la révolte sociale. Cette lacune du Prolétaire est significative des limites d'une vision critique qui, au travers de Rouge, s'en prend à "l'attitude des groupes qui rassemblent des énergies tendant, fut-ce de façon confuse et incomplète, à réagir à l'offensive bourgeoise et au travail destructeur de l'opportunisme." (Souligné par nous)

Il est intéressant de constater, par cette simple phrase, que la plus subtile démagogie frontiste finit toujours par se trahir par quelque incontinence de langage. Le PCI, qui ne veut pas renoncer à "conquérir" le syndicat à la révolution, doit nécessairement chercher à y influencer ceux dont le langage semble aller dans le même sens que le sien, quitte à leurs faire ensuite la leçon sur leurs "erreurs". D'où cette concession qui crédite les gauchistes d'une lutte réelle, quoique mal conduite, contre "l'offensive bourgeoise" et "l'opportunisme". En fait Le Prolétaire est victime de ce que disent les gauchistes; nous, nous avons bien vu durant la grève des postiers, ce qu'ils ont fait.

La dérobade théorique face à la réalité de la contre-révolution consiste toujours à poser celle-ci sur le plan quantitatif et non qualitatif. Le PCI pense que les gauchistes sont d'authentiques révolutionnaires mais qu'ils ne vont pas jusqu'au bout de leurs principes et ne les observent pas avec une rigoureuse cohérence. La réalité c'est que le gauchisme n'est pas une tendance révolutionnaire "dévoyée", ou qui camperait à mi-chemin sur la voie de la révolution. Au stade actuel, la domination du capital repose - outre que sur le conditionnement invisible de tous les individus à sa propre logique - sur un quadrillage visible de toutes les catégories existantes par un réseau d'organisations oeuvrant, consciemment ou non, à la stabilité de l'équilibre social. Pour remplir efficacement leur rôle, il suffit que ces organisations - quelle que soit leur force et leur idéologie - disciplinent leurs membres sur le modèle déjà fourni par les grands partis et les grands syndicats qui collaborent ouvertement à la conservation du système du capital. C'est à cette règle que se plient tous les groupuscules révolutionnaires actuels ayant acquis quelque notoriété; on ne peut donc les juger en faisant la part de leurs "bonnes intentions" et celle de leur orientation "erronée". Dans l'acceptation que nous donnons au terme générique de "gauchisme", les tendances que ce mouvement groupe - et oppose concurrentiellement - appartiennent à la fonction de la contre-révolution, en dépit de leurs protestations idéologiques "radicales". N'ayant jamais su échapper au jeu des forces politiques et syndicales qui oeuvrent pour le compte du capital, les groupes gauchistes s'y trouvent englués sans avoir à perdre pour cela leur physionomie propre. Dans la phase présente, ces forces, en règle générale, n'ont plus à trahir de façon sanglante des révoltes héroïques comme celles d'autrefois;

elles peuvent même flirter avec des langages ronflants, il leur suffit, pour remplir leur fonction d'auxiliaires du capital, de savoir renvoyer aux travailleurs, entérimes d'organisation, de "discipline", "d'unité", le propre renoncement de ces travailleurs (renoncement désormais semi-séculaire) à toute tentative de sortir de leur immédiate misère pour s'en prendre au fondement unique de toutes leurs misères.

Comme ce que nous venons d'écrire nous vaudra certainement le reproche "d'indifférence" à l'égard des "travailleurs sincères" qu'on "ne saurait abandonner à leur sort", il nous faut anticiper un brin sur ce que nous développerons à la fin de ce travail. Ce que nous disons de la disparition du "prolétariat révolutionnaire" ne signifie l'inexistence de vellétés partielles de lutte contre les pressions immédiates et apparentes du capital. Mais pour être identifiées comme luttes réelles, même à l'état embryonnaire, il faut qu'elles révèlent une tension en direction d'un mouvement libre de toute concession. À l'idéologie de ce même capital.

C'est sur ce point qu'est particulièrement grave la démagogie insinuante du Prolétaire à l'égard des gauchistes. En leur concédant qu'ils peuvent grouper dans leurs rangs des "révolutionnaires sincères", on taît leur fonction réelle, d'autant plus dangereuse encore si elle recélait une telle "sincérité". Dans la mesure où le gauchisme sensibilise en effet un certain nombre d'individus dans le sens d'une rébellion contre le capital, il ne le fait que pour les ramener, en fin de périple, sous le contrôle des syndicats et partis contre-révolutionnaires. S'il se manifeste quelque contenu positif dans les vellétés de lutte partielle dont nous parlons plus haut, le gauchisme ne peut pas ne pas leur faire obstacle pour l'excellente raison qu'il théorise - en faisant là l'essentiel de sa propre raison d'être - la soumission, à prétention manoeuvrière, aux organisations qui répercutent dans les rangs des salariés les exigences du capital.

À ceux qui nous objecteraient que toute notre critique de l'article du Prolétaire s'articule autour d'un malheureux petit bout de phrase, nous répondrons que ce fragment trahit en fait toute une construction théorique d'ensemble dont nous allons donner, toujours dans le cadre du texte incriminé, une dernière illustration. Le mobile secret, peut-être inconscient, des concessions faites à Rouge par la feuille du PCI tient au fait que, sous d'autres formules politiques et tactiques, la vision de ce parti témoigne d'une cécité identique à celle du gauchisme même si elle se manifeste sous une tournure plus discrète, donc plus digne.

La dislocation du mouvement prolétarien s'est traduite, à chacune de ses étapes historiques, par une dislocation identique de la totalité de ses concepts, aboutissant chaque fois à l'exaltation privilégiée de certaines conditions jugées indispensables au cours de l'antérieur mouvement réel du prolétariat. Il en est ainsi du principe du centralisme qui a fini par devenir la pierre angulaire de l'idéologie léniniste et que Le Prolétaire ne laisse jamais passer une occasion d'évoquer. C'est ce qu'il fait au sujet de la grève des postiers en lui consacrant une bonne partie de son article afin de l'exhiber comme le nec plus ultra qui aurait pu faire de cette grève une étape de la "dure remontée du mouvement ouvrier".

Le prétexte à l'invoquer dans la polémique avec Rouge, c'est que le journal gauchiste a "constamment" réclaté "le mécanisme démocratique" comme un "principe absolu". Le Prolétaire y oppose le fait que "les directions syndicales se retranchent systématiquement derrière la 'volonté de la base' pour faire reprendre le travail en ordre dispersé". Mais le mécanisme démocratique - ajoute le journal du PCI - peut avoir son utilité dans la mesure où il permet d'éliminer de la direction des éléments traîtres". (Souligné par nous) C'est en planant de cette façon au niveau de telles "généralités de principe" que la presse du PCI finit par aboutir à des contre-vérités: tous les termes qu'elle agite ne correspondent en effet à rien de réel dans la grève des postiers.

Quand on a vu les gauchistes à l'action, on ne doute plus des vrais mobiles de la "revendication démocratique" de Rouge. Elle n'a rien à voir avec une quelconque erreur théorico-principielle: elle est par "magouillage", sordide calcul sans pour autant cesser d'être une absurdité. Cette revendication, Rouge l'adresse - par personne interposée évidemment - aux directions syndicales: il s'agit, pour les gauchistes de se glisser à la direction du mouvement. Que les bureaucrates syndicaux n'en veuillent rien savoir, c'est simplement parce qu'ils veulent, eux, tout contrôler et, dans cette obsession, redoutent que n'importe quelle "démocratie n'ouvre une brèche dans leur propre dispositif. Mais si le gauchisme, par extraordinaire, parvenait à faire triompher sa revendication démocratique par le truchement de "la base", il n'en participerait que plus directement à la mystification que, dépouillé de toute représentation aux directions des mouvements, il doit se borner à acquiescer. Pourvu d'un petit strapontin dans l'organisme dirigeant de la grève, quel qu'il soit, il n'en capitulerait que davantage devant les exigences supérieures de "l'unité ouvrière"... c'est-à-dire devant les exigences de son propre front avec la CGT et le PCF. Et même - nous en avons eu quelques avant-goût en miniature, si l'autorité de ces appareils venait à être, d'aventure, contestés par la base, faisons confiance aux gauchistes pour cela: ils seraient du côté des appareils contre cette "base".

En fait, si on prenait le mot "démocratique" dans le sens que les gauchistes affectent de lui donner - c'est-à-dire comme rapport direct, "transparent", entre des grévistes et l'organisme qui les représente dans un mouvement déterminé - alors le gauchisme, en raison de sa tactique frontiste, serait tout autant anti-démocratique que le sont les syndicats et partis ouvriers, sauf que ce qui est réalité chez ces derniers n'est encore chez lui, pour des raisons bien évidentes, qu'à l'état de vocation.

Si on ne peut dénoncer le "démocratisme" gauchiste sans en démasquer ce contenu-là, on ne doit pas davantage s'en tenir à faire le procès seulement politique de son frontisme. Dans le domaine où il contribue au sabotage des velléités de résistance réelle au capital, le frontisme gauchiste n'englobe pas seulement ses rapports avec les organisations de la classe ouvrière; il concerne également l'élément social qui est favorable à ces organisations, c'est-à-dire la classe ouvrière non-révolutionnaire. Nous y reviendrons sur la fin à propos de la grève des postiers, lorsqu'on verra que "l'avant-garde" gauchiste est toujours du côté de ce qui fait frein!

Mais ce qui nous intéresse ici c'est de montrer pourquoi le PCI ne peut critiquer le gauchisme sous cet angle-là. La raison est toute simple: dans ses rapports avec l'élément social qu'il étiquette "classe ouvrière", le PCI est lui aussi, quoique plus hypocritement, frontiste. Le seul trait original de ce frontisme c'est qu'il se dissimule derrière l'appel à un fantôme: le "prolétariat" dont le PCI, se refusant à voir sa réalité d'instrument inconscient du capital, s'entretient l'image comme celle d'un réservoir toujours inflammable d'énergie révolutionnaire. Mais dans le front unique qu'il propose aux "travailleurs", c'est à la "classe ouvrière", telle qu'elle est qu'il s'adresse. C'est ce qu'on pourrait appeler un frontisme "idéologique".

La preuve? nous demandera-t-on. On la trouvera sous une autre "incontinence de langage": derrière la formule d'utilisation du "mécanisme démocratique" pour "chasser les éléments traîtres de la direction du mouvement". Sans cesser d'être tout - à - fait hors de question en ce qui concerne la grève des postiers, cette formule est totalement mystificatrice si on l'applique à la situation générale actuelle. On aura bien vu, par les informations données dans les pages précédentes, que chez les grévistes parisiens des PTT, la perspective d'une "vague de fond" susceptible de déborder les organisations syndicales était à écarter dès le début. Même à l'état d'hypothèse purement théorique, on ne pouvait lui concevoir d'autre point d'appui que ces secteurs de pointe que constituaient les centres de tri de la capitale; l'entraînement problématique du reste de la corporation dans leur sillage dépendait de leur aptitude à orienter radicalement le mouvement, c'est-à-dire, en premier lieu, à vaincre leurs propres syndicats. Cette condition s'étant éloignée toujours davantage, c'est parler en l'air que d'agiter à cet égard de beaux principes qui, pour prendre quelque réalité, la supposeraient satisfaites. Toujours dans l'hypothèse d'une radicalisation de la grève, celle-ci n'aurait pas eu à libérer de l'emprise syndicale une masse impatiente de livrer un dur combat, mais, bien au contraire, à forcer la main à cette masse par la neutralisation des syndicats et l'adoption audacieuse d'une orientation toute différente de la leur. Assimiler les conditions d'un tel bouleversement du mouvement, aussi difficile que radical, à "l'élimination de quelques traîtres"; c'est, ni plus ni moins, partager la stupide illusion gauchiste selon laquelle il existe une "classe ouvrière, saine, combattive", mais "trompée par ses chefs"!

Concernant la centralisation de la grève - c'est-à-dire, pour être plus précis, la recherche de l'homogénéité de ses mots d'ordre et décisions - il est certain que le mouvement des postiers n'a pas échappé un seul instant aux organisations syndicales. Mais avant de déterminer pourquoi, il faut constater à quel point, dans cette question également, le polémique du Prolétaire porte à faux. De sa critique du "démocratisme" de Rouge, il semble ressortir que la décentralisation, en matière de poursuite de la grève comme de reprise du travail, aurait été la principale cause de la liquidation du mouvement. C'est là prendre la forme pour le contenu. Chaque centre a été libre, en apparence, de trancher le dilemme après un mois de grève sans résultat. En réalité c'est la direction fédérale CGT (servilement suivie par celle de la CFDT) qui, après avoir créé la fragmentation des décisions (par l'isolement, la non-information, etc..) a pu imposer la sienne. Toutes les sections CGT, CFDT y ont obéi comme un seul

homme en s'attachant, dès le 29/11, à faire voter partout, par les grévistes, la reprise du travail que les organisations syndicales avaient centralement décidée. Le "centralisme" que prône Le Prolétaire est donc la meilleure ou la pire des choses selon les intentions et la fonction de qui le détient. Et parce "qui", nous n'entendons pas seulement l'appareil organisatif à poigne de fer qui a contrôlé les postiers d'un bout à l'autre de leur grève, mais tout le faisceau de puissance organisationnelle, politique et idéologique grâce auquel un tel contrôle a pu être maintenu.

Quant à l'éventualité d'une autre centralisation qui aurait permis de lutter contre le sabotage de la grève par les syndicats, il est non moins clair que c'est une absurdité de la prêcher alors que lui manquaient les conditions les plus élémentaires de sa possibilité. Tout ce que, localement, nous avons constaté de nos yeux a été confirmé par les échos que nous reportons par ailleurs: nulle part, à aucun moment, la "base" n'a manifesté, même de façon embryonnaire, la volonté de diriger elle-même son mouvement. Ce phénomène ne saurait être expliqué, chez elle, par "l'ignorance" d'une centralisation dont les syndicats - en invoquant à tout propos "l'unité", le "tous ensemble", etc... - ne cessaient eux-mêmes de lui corner l'exigence parce que c'était leur atout à eux dans la tâche consistant à conserver le contrôle et la direction du mouvement. Au fur et à mesure que nous apprenons, tardivement, comment la grève s'est passée à peu près partout, nous nous convainquons que la lutte des postiers n'a pas connu d'autre velléité "d'autonomie" que le verbiage gauchiste ou para-gauchiste qui paraient "d'initiative de la base", de "nécessité de la démocratie ouvrière" tout en respectant le centralisme liquidateur des syndicats.

Là encore la question de la responsabilité gauchiste ne peut être réglée par le grief "passe-partout" qui lui reproche d'engendrer des "illusions démocratiques". C'est bien plutôt en prêchant "la discipline", "l'unité" - c'est-à-dire la passivité des grévistes à l'égard de l'oeuvre de leurs dirigeants - que le gauchisme porte sa part de responsabilité dans le fait que rien n'a surgi, pendant et après la grève, contre l'arbitraire cynique des syndicats. Dans ce cas, également, il ne faut pas se méprendre sur le langage post-festum des feuilles gauchistes: leurs "revendications démocratiques" n'apparaissent vraiment que lorsque tout est fini; on ne les a guère entendues au feu de la grève, au moment où elles risquaient peut-être de favoriser quelque voix discordante au sein du concert de soumission et de résignation. Il ne saurait en être autrement: c'est par principe que le gauchisme se plie au centralisme contre-révolutionnaire des syndicats, et ses protestations a posteriori n'ont d'autre but que de dissimuler cette platitude.

En conclusion, si Le Prolétaire rate sa critique du gauchisme à propos de la grève des postiers, c'est parce qu'il se refuse à affronter le rôle réel que joue le mouvement ouvrier dans la conservation de la société du capital. S'abusant à l'aide de sa propre terminologie (-dans d'autres articles il parle "d'opportunisme", de "directions" qui "trompent la classe") il ne voit pas que la force essentielle de la conservation sociale

englobe aujourd'hui le comportement, l'idéologie, le mode de réagir d'énormes masses sociales et que c'est dans les symptômes, à peine perceptibles, de dislocation de ce tout, qu'on doit rechercher les velléités de résistance réelle au capital.

Quand Le Prolétaire parle de "dure remontée du mouvement ouvrier, il se paie de mots. Ce mouvement, dans sa seule réalité historique, "monte" de puis le début du siècle, c'est-à-dire étend son contrôle de la force de travail pour le compte du capital. Si quelque chose de "révolutionnaire" "remonte" peut-être aujourd'hui, ce n'est que la radicalité de la critique par rapport à la période d'avant Mai 68, marquée jusqu'à l'os par les effroyables aberrations idéologiques de la contre-révolution. Mais cette critique a une telle distance à combler que le possible de demain doit être encore imaginé à un niveau bien supérieur à celui des indices qu'on en perçoit.

Post-sriptum à Propos de Révolution Internationale.-

Lors d'un nouveau tirage du présent dossier, il est apparu que la critique de R.I. pouvait y sembler précaire parce qu'axée sur le seul fait que R.I. "mise sur la crise du capital". Cette perspective est répétée dans un nouveau tract, supplément à Révolution internationale, n°14, avril 1975, dans lequel il est écrit: "Comme en 1929, la seule perspective est BANQUEROUTE TOTALE DU SYSTEME, CHOMAGE, ET MISERE CROISSANTS POUR LES TRAVAILLEURS. Et, au bout du compte, s'ils ne réagissent pas, GUERRE MONDIALE".

Nous ne pouvons supputer ici les chances(!) qu'à la crise présente de déboucher sur un nouveau "vendredi noir". Nous relevons simplement que ce point historique de référence n'est pas des plus heureux lorsqu'on attend de cette crise "le réveil de la classe ouvrière": 1929-33 est en effet la sanction de la liquidation du prolétariat comme facteur révolutionnaire et prologue du carnage grâce auquel le capital a réalisé son "échappement" au sort prédit par Marx. La prose de R.I. témoigne d'un esprit d'auto-hallucination proche de celui du PCI. Elle s'adresse à la "classe ouvrière" en lui "proposant" l'alternative: ou la révolution, ou l'aggravation de ses misères jusqu'à un nouveau massacre généralisé; en la posant comme un choix soumis au "prolétariat", RI opère comme s'il existait en tant que tel; ce qui est démenti par l'impuissance de telles injonctions qui ne sensibilisent personne... lorsque l'évocation de la crise ne permet pas aux micro et macro officines qui oeuvrent pour le capital de spéculer ainsi sur les réflexes conservateurs et racistes que provoque aujourd'hui le spectre du chômage, de la grève, du "désordre". Il ne saurait d'ailleurs en être autrement aussi longtemps que ne sera pas sérieusement ébranlé un conditionnement dans lequel se mêlent, de façon inextricable, la terreur viscérale, l'immédiateté cupide et sotte, l'inconscience absolue.

GAUCHISME, SYNDICAT, RESISTANCE AU CAPITAL

" Si la Direction procède à l'embauche de nouveaux auxiliaires, nous pensons à la CFDT, que le personnel doit être rapidement alerté et qu'une riposte doit être prévue. Nous entendons par riposte autre chose qu'une motion: une action qui soit susceptible de faire reculer la Direction. Pour la CFDT une grève tournante par brigades, par exemple, pourrait être étudiée. Nous devons être prêts à cette éventualité."

(Notre Combat. Souligné par nous)

Si nous avons gardé pour la fin cette édifiante citation de la feuille locale de la CFDT, ce n'est pas que nous ayons gardé jusqu'à cette lecture la moindre illusion sur ce syndicat dont la proposition ci-dessus eut fait scandale à l'époque héroïque où les "principes traditionnels" du mouvement ouvrier étaient encore autre chose que prétextes à discours. C'est parce que nous voulons mettre en lumière les piètres résultats du "noyautage gauchiste": dans ce cas précis, non seulement il aboutit à une conception dans laquelle le plus sordide préjugé de catégorie l'emporte sur la plus élémentaire "solidarité de classe", mais encore il en vient là sous l'impulsion irrésistible du seul désir de racollage.

Mais l'exemple est adéquat à notre sujet sous un double aspect: s'il illustre la grande misère des gauchistes quant aux résultats effectifs de leurs beaux principes "révolutionnaires", il révèle encore plus leur cécité totale face à l'inversion de contenu des mots d'ordre ouvriers d'un stade à un autre de la transformation de la société du capital.

La revendication de l'abolition du l'auxiliariat s'inscrivait autrefois dans un effort d'unification des travailleurs employés par l'Etat en vue de surmonter toute concurrence possible entre salariés de statut différent. Certes c'est encore en invoquant cet argument que les gauchistes et les syndicats d'aujourd'hui reprennent cemot d'ordre; mais là résident précisément l'aveuglement des uns et la mauvaise foi des autres. L'unification de la classe ouvrière, c'est, en un certain sens, le capital qui l'a réalisée lui-même; mais à sa manière à lui, c'est-à-dire en codifiant tous les litiges, en hiérarchisant les situations, en planifiant les promotions, en "organisant" la vie professionnelle et sociale de telle sorte qu'aucun "accident" ne puisse y devenir explosif. Toute possibilité étant désormais tronquée de développer en lutte sociale la revendication des travailleurs contre la disparité de leurs conditions, "l'action" syndicale contre ces disparités s'insère dans le mécanisme même d'autorégularisation du capital. Le vieil objectif de titularisation des auxiliaires, qui visait à uniformiser les situations statutaires des diverses catégories afin qu'elles soient toutes également armées dans une lutte alors réelle, et incessante contre le capital, n'est plus aujourd'hui qu'un double leurre. Aux jeunes, imparfaitement brisés encore par la discipline productive, il tend une carotte destinée à calmer leur turbulence: la "sûreté de l'emploi". A la vieille garde de la profession, rompue à tous les renoncements par des

décennies d'échecs, il promet l'assagissement de la nouvelle génération et son alignement sur sa propre attitude timorée.

Les "avantages" et les "garanties" que les syndicats prétendent défendre en s'opposant au recrutement des auxiliaires sont aussi décevants qu'est illusoire leur volonté de refouler une tendance qui, dans la Fonction publique, a probablement franchi le seuil du non-retour. Par contre, ce qui est bien réel c'est l'efficacité de leur double-jeu qui tend à colmater le mécontentement des jeunes tout en cultivant les préjugés des anciens et qui manifeste la démagogie la plus éhontée à l'égard des auxiliaires tout en renforçant l'égoïsme borné des titulaires.

Pour comprendre ce que vient faire le gauchisme dans cette galère, il suffit de constater que le cri de guerre contre les auxiliaires ne vient pas de la CGT - qui, en dépit de son mépris cynique à l'égard de toutes les causes qu'elle prétend défendre, (1) ne serait pas allée jusqu'à une telle maladresse - mais de la CFDT, là on flirte démocratiquement avec le gauchisme et on lui emprunte volontiers son style. Que de cette idylle entre l'organisme syndical et la phrase gauchiste naisse un éclat comme celui de Notre combat - qui dresse si allègrement les travailleurs pourvus d'emploi contre les chômeurs - voilà qui en dit long sans doute sur ce syndicat à prétention de "lutte de classe", mais plus encore sur l'imposture contenue dans la phrase gauchiste.

Derrière la maladresse de la CFDT s'impose donc la fonction qui lui est dévolue en tant que centrale syndicale du monde d'aujourd'hui, en même temps que se révèle le sort réservé à ceux qui veulent "conquérir" un tel organisme à l'oeuvre de la révolution. Que des gens qui ont plein la bouche de mots comme "socialisme", "autogestion", "pouvoir des travailleurs", puissent proférer des insanies comme celle de Notre Combat, c'est une chose qu'il serait sot ou hypocrite d'expliquer par les "erreurs de tactique" de ceux qui leur insufflent leurs "idées révolutionnaires". Le scandale est trop grand pour ne pas mettre en cause ces idées elles-mêmes; plus exactement la conception théorique dont elles sont l'expression.

Du fait que cette conception théorique évoque, plus ou moins fidèlement, des principes propres à un mouvement du passé, il ne faudrait pas conclure qu'elle ne pêche que par anachronisme. Les gauchistes se trompent sur leur propre fonction dans l'époque qu'ils vivent plus encore que sur cette époque elle-même. Car cette double erreur n'est pas un accident mais une conséquence logique de la façon même dont le capital a surmonté sa grande

(1) Il faudrait être aveugle aujourd'hui pour ne pas voir la façon dont la CGT manipule les aspirations qu'elle prend en charge. Au-delà du cas des auxiliaires des PTT, qu'elle ne défend, lorsqu'ils sont sanctionnés, que par de platoniques "délégations", on peut élargir son attitude à des objectifs de signification plus générale: par exemple à la position prise par le PCF (auquel la CGT est étroitement liée) face au vent de fronde qui souffle aujourd'hui dans l'armée. On sait que le PCF est intervenu au procès de Draguignan où des soldats étaient incuplés. Mais ce fut pour les "défendre" en se démarquant de "l'antimilitarisme stérile" et au nom de la sauvegarde de cette même armée, contre laquelle, précisément, les jeunes se révoltent.

crise du début du siècle: en "reconnaissant" officiellement un mouvement ouvrier rendu ainsi inoffensif et désormais capable à son tour de s'accommoder sur "sa gauche" d'une "critique révolutionnaire" tout aussi inoffensive à l'égard de ses propres "trahisons". Face à cette double mystification, la vérité, pour ce qui est de l'époque, c'est qu'il n'existe plus de prolétariat au sens où l'entendaient Marx et les révolutionnaires du siècle dernier et la vérité, en ce qui concerne les gauchistes, c'est que leurs invocations et injonctions "subversives" ne servent qu'à cacher ce vide. Aussi, à peine veulent-ils quitter la phrase pour passer à la pratique (ou inciter à le faire ceux qu'ils peuvent influencer) qu'ils deviennent, d'une façon brutale et grotesque, les jouets, dès lors directs, des mouvements qu'ils critiquent sans les combattre.

Dans la manifestation jusqu'à l'absurde de ce rôle tient toute l'histoire du "noyautage" gauchiste des syndicats. Ses résultats sont d'autant plus irréversibles qu'au contact de ces organismes domestiqués par le capital les gauchistes contactent eux-mêmes la maladie dont ils voudraient les guérir. Du volontarisme, en effet, il n'y a qu'un pas. Avec un peu de chance et de savoir faire, les braves petits gars partis pour "mobiliser les masses" se retrouvent pourvus d'un modeste job dans des syndicats désormais tous subventionnés par l'Etat. Alors apparaît sous son jour sordide le vrai contenu de leur "action" visant à jeter de la poudre ("révolutionnaire") aux yeux. Ils s'en étaient soulés eux-mêmes longtemps à l'avance en appelant à "l'unité" sous la bannière de ceux qui développent la pire des concurrences entre salariés. Ils invoquaient la "mission historique" d'une classe ouvrière qu'ils encourageaient eux-mêmes à brandir... des bulletins de vote. Ils s'excitaient en aparté sur des "modèles de socialisme" qui se réduisent au marteau-piqueur pour les uns et aux sinécures bureaucratiques pour les autres. Faut-il s'étonner si, dotés d'un tel niveau de "conscience révolutionnaire", ils ne réagissent même plus lorsque l'organisationsyndicale qu'ils noyautent en vient à réclamer une grève afin de priver de travail des chômeurs?

C'est là, en définitive, le seul résultat tangible de la prolifération relative de praticiens de la phrase révolutionnaire, fous de joie lorsqu'autour d'eux quelque néophyte s'empare de cette phrase pour la dégrader avec moins de scrupule encore. Il est aujourd'hui possible de faire carrière même dans le gauchisme; surtout dans celui qui parvient à s'infiltrer dans les organisations syndicales: là, bien plus que dans les groupuscules, l'auditoire est nombreux; elles disposent en outre de moyens et de fonds non négligeables: même si leurs permanents ne sont pas tous payés, quelques uns sont libérés du boulot d'entreprise et tous, outre la satisfaction morale d'être promus "meneurs d'hommes", gagnent l'avantage pratique d'être reçus avec égard par le patronat ou l'administration. Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, l'honneur, le prestige, le recrutement du syndicat finissent par compter davantage à leurs yeux que le drame réel de cette "classe" qu'ils invoquent à tout propos et dont le moindre aspect n'est pas le sort de cette jeunesse qui, même au vil prix de la chair à travail, parvient de plus en plus difficilement à assurer sa survie.

(+) au carriérisme

Qu'on ne nous objecte pas que le flagrant délit dans lequel nous avons pris Notre combat à ce propos n'engagerait pas le gauchisme parce que son texte ne serait pas officiellement paraphé par lui: en réalité on découvre "l'imprimatur" idéologique des gauchistes dans presque toutes les pages de ce matériel. Au demeurant ces derniers se font toujours gloire de suggérer aux autres leurs propres positions sans avoir à en revendiquer eux-mêmes la responsabilité. Quand Notre combat explique la non-extension de la grève des PTT aux "autres secteurs touchés de la Fonction publique" par la carence de "l'effort mobilisateur" dans ces secteurs, n'est-ce pas là un fidèle écho de la conviction gauchiste selon laquelle c'est l'organisation qui "fait" le mouvement, et non l'inverse? Reprocher à ces "autres secteurs" leur non-mobilisation c'est par ailleurs passer sous silence le fait que la CFDT y est aussi représentée, donc impliquée; est-ce bien différent de la désinvolture gauchiste qui répète les mêmes mots d'ordre décevants sans se préoccuper des fiascos incessants auxquels ils aboutissent?

En fait la CFDT esquive ses responsabilités avec des arguments identiques à ceux que le gauchisme utilise pour se dérober aux siennes. On ne doit pas se laisser abuser par la différence quantitative qui sépare les "secteurs d'influence" respectivement en jeu. Dans les deux cas le mensonge est strictement le même: il consiste à escamoter le rôle effectif de ceux qui "mobilisent" et "organisent" dans un sens précis - c'est-à-dire la stérilisation de la lutte - tout en s'abritant derrière le slogan de la "mobilisation" et de "l'organisation" en général. De toute façon, il n'y a pas à se méprendre sur la vertu incantatoire de telles formules: toute lutte réelle ne leur doit jamais rien, mais chaque fois qu'on les entend évoquer à profusion, on peut être sûr qu'on n'a plus affaire qu'à une grève-bidon, et que ce qu'il y avait de spontané dans le mouvement est déjà annihilé, détruit. A ceux qui se posent en "avantgarde" - syndicale ou politique - de la révolution, nous ne faisons pas grief de ne pas créer ce qui, par définition, doit surgir brutalement de fermentations souterraines et complexes; nous leur reprochons de contribuer à étouffer, sous des prétextes "mobilisateurs" et "organisationnels", les chances d'une telle éclosion.

Après les indices déjà fournis de cette pratique - directe pour la CFDT, indirecte pour les gauchistes - on pourra terminer la démonstration en constatant, à l'aide d'un dernier exemple, la ruine de l'alibi gauchiste, c'est-à-dire de leur tactique de "noyautage révolutionnaire" du syndicat. On aura déjà compris qu'en ce qui concerne leur influence dans la CFDT elle ne dépasse guère la simple transmission d'un vocabulaire. L'inénarrable Notre combat nous offre l'occasion de montrer que cet emprunt de la phraséologie gauchiste n'implique même pas, pour leurs adeptes avoués ou inconscients, l'accomplissement de la tâche minimum à poursuivre dans le syndicat et dont le gauchisme fait le principal argument de son "noyautage".

Des militants CFDT qui affectionnent l'intonation gauchiste, on pourrait à première vue attendre que, libérés par la fin de la grève de leur scrupule de "ne pas porter atteinte à l'unité", ils se livrent enfin à la critique du comportement de leur centrale durant le mouvement. Mais un peu de réflexion suffit à convaincre qu'il ne peut en être ainsi: la timide "critique" gauchiste

n'ayant jamais réellement mis en cause la CFDT, on ne saurait l'exiger de son écho, nécessairement plus modéré, au sein de cette centrale. En fin de compte, le gauchisme importe bien quelque chose là où il s'exerce, mais ce sont ses propres tares et nullement "l'orientation révolutionnaire", ni même la "radicalisation", dont il tire prétexte pour sa tactique "entraine" dans les syndicats. Si Notre combat n'a pas appris des gauchistes l'usage de "l'arme de la critique", il en a vite assimilé la pratique du racollage: la feuille de la CFDT, après une apologie de ce syndicat qui atteint jusqu'au ridicule, se lance dans la plus vulgaire des campagnes de recrutement, dont on sait bien qu'après chaque grève battue elle constitue pour les syndicats leur meilleur moyen de diversion!

La parenté entre le gauchisme syndical et le gauchisme politique cache une identité encore plus profonde: celle qui consiste, après chaque expérience, à remettre n'importe quoi en cause sauf soi-même. On a déjà vu que, pour la feuille de la CFDT, il n'y eu de "fautes" ou "d'erreurs" dans la grève qu'en ce qui concerne les autres. Le procédé devient pure hypocrisie dans une curieuse raison que Notre combat avance à l'appui de sa "campagne de recrutement". Cette feuille écrit que, dans l'avenir, la cfdt "pourra mieux répondre aux aspirations des travailleurs" si elle dispose "d'adhérents conscients et résolus, exigeants vis-à-vis de leurs structures (que critiques vis-à-vis des manquements des partis de la classe ouvrière)". (Souligné par nous)

On mesure par là toute la dérision ⁽⁺⁾ autant que qui, pour simplement n'être pas complice du sabotage des mouvements, a besoin "d'avoir du monde" derrière elle! A ce degré de solidarité entre "noyautés" et "noyautés" on ne sait plus bien lesquels influent davantage les autres. "Conscients et résolus", les responsables de la CFDT l'ont-ils été dans leur "Intersyndicale" où ils pouvaient faire pièce à l'érosion de la grève par la CGT? Quant à "être exigeants vis-à-vis de leurs propres structures", mieux vaut n'en pas parler en ce qui les concerne: ils supportent très bien de voir leur président Maire congratuler Seguy, membre du comité central du PCF, un parti à propos duquel faire état de ses "manquements à la classe ouvrière" serait une douce plaisanterie.

Mais les gauchistes, de leur côté, ont-ils jamais avancé, sur le même sujet, la dénonciation de fond qui eut peut-être incité leurs adeptes de la phrase dans la CFDT à faire preuve, au moins ponctuellement, de quelque fermeté face à l'élément de force qui se chargeait de neutraliser l'anticonformisme potentiel de la grève, c'est-à-dire la CGT? Naturellement non: ils ne pouvaient pas le faire, non pas en raison de la faiblesse de leur nombre, mais à cause de la force de leur prétention hallucinée.

De cette jungle d'organisations où, complices de ceux qui sont déjà complices, ils mentent en faveur de ceux qui mentent déjà, il ne peuvent absolument pas se dégager. Il leur faudrait en effet reconnaître ce qu'ils se refusent obstinément à voir: que l'entier mouvement ouvrier est devenu, au fil des décennies, l'organe de contrôle et d'organisation des salariés pour le compte du capital. Manquer de courage en face de cette réalité générale, c'est en manquer dans toutes les circonstances particulières: face aux aboyeurs de la CGT comme en présence des démocrates "voleurs de style" de la CFDT; dans les grandes occasions

comme dans les médiocres conflits de la vie quotidienne. Aucune argutie "tactique", aucune ruse "théorique" ne résiste à la révélation flagrante de ces 50 dernières années: la fonction contre-révolutionnaire des syndicats et dont ces organismes n'ont cessé un seul instant d'administrer la preuve en pliant la masse des salariés à toutes les exigences du capital: celles de sa guerre, de sa "reconstruction", de sa prospérité.

A chacune de ces étapes, le gauchisme - seul courant d'idéologie révolutionnaire ayant quelque audience et notoriété - a été présent, pour prétendre se poser à contre-courant, capter l'anti-conformisme du moment et, finalement, capituler devant les "grands partis ouvriers". Cette faillite à répétition a marqué toute une génération, en tant que le gauchisme était porteur de tout ce qui subsistait d'espoir révolutionnaire désespéré. Nous ne pouvons donc contempler ce gâchis et cette confusion avec la suffisance sereine de ceux qui l'enregistrent en termes de "déviation" et "d'opportunisme".

Il ne s'agit pas là d'une erreur d'orientation au sein d'un mouvement de subversion du capital actuellement inexistant; pas davantage d'une aberration doctrinale à l'égard d'une théorie révolutionnaire en réalité caduque. Le gauchisme, que nous avons présenté au début comme un produit authentique de la diversité des formes prises par la domination présente du capital, tient effectivement sa place, modeste mais non négligeable, dans l'aile politique d'enveloppement du système en place qui, grâce aux manoeuvres de ceux qui prostituent les symboles du mouvement ouvrier, submerge et stérilise toutes les subversivités, potentielles ou réelles, pouvant naître des conditions de production. On aura pu se convaincre que ce que nous en avons dit ne plane pas dans un domaine de pure spéculation, mais se vérifie dans la réalité la plus prosaïque et la plus immédiate.

o

Nous avons tenu à préciser, dès la première page, que nous ne parlons pas du capital comme d'une chose statique, immuable dans ses deux ou trois siècles d'existence et campée dans une bataille historique dont les protagonistes seraient eux-mêmes pétrifiés. Il s'agit au contraire d'un phénomène de mouvement, d'une transformation toujours plus profonde de toutes les formes et aspects de la vie, donc d'une dynamique qui impose ses exigences aussi bien aux privilégiés, auxquels elle dicte sa logique aveugle, qu'aux défavorisés qu'elle réduit à l'impuissance par l'apparence indéchiffrable qu'elle revêt à leurs yeux.

La liquidation du prolétariat révolutionnaire entant qu'adversaire historique de ce mouvement du capital, dissimule les formes classiques de ce mouvement, mais ne marque ni son arrêt ni la disparition des résistances qu'il suscite. Elle ne signifie pas davantage que les individus et les groupes sociaux ne tendraient plus à s'opposer en fonction de la conservation ou de l'hostilité vis-à-vis de ce système. Elle indique par contre que ce partage est fluant, instable, se prolongeant dans les contradictions de chaque individu, et que le capital, en dépassant ses premières

limites, ne se heurte plus à ses adversaires sur le terrain précis où il les affrontait autrefois, qu'il faut donc identifier la nature et les formes de son agression présente pour avoir quelque chance d'y découvrir les symptômes de ripostes actuelles ou encore à venir.

La notion à la fois la plus élémentaire et la plus solide sur laquelle on puisse s'appuyer dans cette prospection est celle que l'histoire, l'économie et la vie politique ont uniformément sanctionnée et sans équivoque possible. Le prolétariat n'a disparu en tant que force révolutionnaire que parce qu'il a été intégré au système qui l'écrase. Avec la généralisation -sordide ou dorée - du salariat à quasiment tous les individus, les frontières entre les catégories sociales se sont considérablement aplanies. Les conditions les plus mauvaises ou les plus ingrates ont été rejetées à la périphérie (tiers-monde, main d'œuvre émigrée, marginaux) et le comportement commun face à la consommation tend à faire oublier les différences maintenues ou renforcées entre individus et catégories au niveau de la production. Les inégalités sociales n'ont pas disparu, mais les différences de standing sont figées au plan essentiellement quantitatif: les individus participent dans des mesures très diverses aux résultats de la production, mais ils le font sur le même mode de vivre et de penser. Il n'y a plus, réellement, enclaves fâcheusement opposées, les bourgeois d'un côté, les prolétaires de l'autre; chaque camp nourrissant jalousement ses convictions et ses réactions. Il existe par contre une masse de moins en moins différenciée dans laquelle chaque individu, déchiré entre le dégoût que lui inspire le "travail productif" et l'impossibilité de compenser ce dégoût autrement que par la consommation à outrance des produits de ce travail, se trouve désarmé devant l'ennui, l'écoeurement, la névrose.

Il est bien clair qu'en ce qui concerne cette prise de possession de l'individu par le mode de vivre du capital, nous devons ici nous borner à ne l'évoquer que sous les quelques aspects qui permettent de pressentir la direction des ripostes qui lui sont possibles. Le préalable essentiel, dans ce but, nous paraît être l'explication historique et sociale succincte du mécanisme.

Le paradoxe de la société moderne c'est en effet qu'elle a acquis sa force et sa souplesse par l'accumulation et la combinaison de solutions partielles et trompeuses données à des aspirations qui, à leur naissance, dressaient intraitablement les travailleurs contre la réalisation même des conditions indispensables à ces solutions. Il suffit, pour le vérifier, de constater que les formules actuellement à la mode - "participation", "concertation", etc... appartenaient autrefois au programme du réformisme ouvrier, contre lequel rechignait le capital, encore incapable de comprendre qu'il représentait le meilleur moyen de désarmer son adversaire. La révolution communiste mondiale ayant échoué, garantissant l'existence du capital contre tout "débordement" de ce réformisme, les sphères dirigeantes ont enfin compris qu'il était leur meilleure arme contre la révolution.

Cette donnée dissipe quelque peu l'opacité à laquelle nous nous heurtons lorsque, conscients de l'aptitude du système du capital à surmonter les contradictions qu'on lui croyait autrefois mortelles, nous cherchons à identifier les nouveaux obstacles pouvant interrompre sa marche. Il est bien visible que le

capital ne vit et ne prospère que parce qu'il sait "arrondir les angles", mais aussi qu'il ne peut le faire que parce que ses instruments conscients et ses complices involontaires lui suggèrent les transformations illusoires qui lui permettent de réduire toute révolte sociale et, mieux encore, de la prévenir.

Nous avons cité, dès le début, la contribution que lui apportaient dans cette tâche les syndicats et partis ouvriers. Mais l'efficacité de cette contribution découle principalement du fait que les "améliorations" consenties par le capital, en dépit de la parcimonie et de la perversion avec lesquelles il y procède, déplacent, en la dissimulant, sa propre nature de système agressif. Elles diluent cette agression et la dépersonnalisent de telle sorte que le mécontentement et l'insatisfaction, n'ayant plus d'objet réel auquel s'en prendre dans le système en place, se dispersent eux-mêmes en des réactions de plus en plus imprécises, donc stériles. Dans ces conditions, la "prise de conscience" que guettent la plupart des "révolutionnaires" d'aujourd'hui, et des gauchistes en particulier, ne se produit pas, et ne peut pas se produire là où ils l'attendent. C'est cela qu'il faut garder présent à l'esprit si l'on veut revenir au modeste objet de ces feuilles: comprendre les raisons de l'échec, mais aussi les possibilités initiales d'un mouvement même aussi terne que celui des postiers.

Si, au début de cette grève, on a pu espérer un moment qu'elle trancherait avec l'habituelle orchestration écoeurante des syndicats, c'est parce que le sort des catégories qui l'ont déclenchée présente, toute proportion gardée, quelques traits identiques à ceux des catégories matériellement placées dans des conditions qui rappellent celles du prolétariat d'autrefois. Toutefois, s'agissant de conditions en régression dans les pays développés - et, de toute façon, universellement séparées de leur contexte historico-idéologique du siècle dernier - on ne saurait spéculer sur les ripostes qu'elles suscitent dans le sens où, prises en elles-mêmes, elles seraient susceptibles, en s'élargissant sur leur propre base, de provoquer une relance progressive; à l'échelle historique, d'un "mouvement ouvrier" qui retrouverait ainsi ses vertus révolutionnaires initiales. Par contre, une signification, en définitive plus radicale parce que qualitative, peut en être dégagée: il s'agit de comprendre ces ripostes comme le moyen, objectivement offert, de rendre percutante, grâce à quelques objectifs immédiats et concrets, une protestation globale contre l'agression abstraite du capital qui offre de moins en moins de prises sous ses formes sournoisement "pacifiques".

Mais pour discerner la possibilité de lutter contre une agression, il ne faut pas se méprendre sur sa vraie nature qui, en ce qui concerne l'agression du capital, se dérobe encore plus efficacement derrière le rideau de fumée de la vaine agitation de doctrines révolutionnaires mortes que sous la pure et simple apologie de la société existante. La critique de l'échec de la théorie révolutionnaire du prolétariat n'est donc pas une spéculation gratuite, un passe-temps d'intellectuels, mais la condition préalable à l'apparition de vulnérabilités nouvelles dans la société qui, finalement, a triomphé d'elle. Naturellement nous ne pourrions ici qu'effleurer cette question et uniquement pour ce qui est indispensable à la conclusion sur le sujet abordé. La notion de "résistance au capital"

n'a pas pour nous un sens passif : si le terme s'en impose, c'est parce qu'on en est encore à chercher les conditions dans laquelle l'ensemble du processus actuellement triomphant peut être renversé. Et notre critique du gauchisme s'inscrit dans cette recherche parce que ce courant, plus que tout autre parmi ceux qui se réclament du marxisme, n'affiche une fidélité farouche à l'égard de ce dernier que pour mieux oublier ce qu'il nous a appris du capital, en tant que processus, mouvement.

La théorie à laquelle Marx a laissé son nom est le produit d'une époque caractéristique de l'histoire du capitalisme : celle où la misère générale inhérente à ce mode de production éclatait comme lutte désespérée du prolétariat en révolte contre ses spécifiques conditions immédiates. Deux siècles de développement du capital ont confirmé la prévision faite à son sujet par Marx : ce mode de production n'a d'autre " mission historique " que de poursuivre, dans la " prospérité " comme dans la crise, une œuvre de dépouillement de l'humain, constatée dès le début de la révolution industrielle et prolongée aujourd'hui jusqu'au-delà de l'imaginable. La continuité et, en fin de compte, la plus grande vitalité, que le capital s'est assuré dans un hallucinant décor de barbarie (1) repose essentiellement sur le fait qu'il a pu se dérober à la sentence prononcée à son égard par Marx en transformant totalement tous les individus, y compris donc la classe avec laquelle Marx lui voyait un irréductible adversaire. Grâce à cette transformation, l'inhumanité du capital a changé, non de substance, mais de forme. Révélée le siècle dernier par le sort atroce des travailleurs spoliés du produit de leur travail, elle s'étend aujourd'hui à la totalité du mode de vie qui, sous couvert de satisfaire toujours plus de " besoins " les dénature en fonction du seul besoin du capital de se réaliser et de s'accroître. Moins que tout autre, le travailleur - au sens classique du terme - n'a été épargné par cette aliénation générale; hier elle ne l'atteignait que dans son seul travail, aujourd'hui elle le poursuit jusque dans ses loisirs. En conséquence, non seulement il a renoncé à lutter contre cette façon-là de produire, mais il n'a pas conscience que ce renoncement vient de cette façon-là de consommer. Par là disparaît l'aptitude spécifique que la théorie révolutionnaire classique lui reconnaissait : celle de détruire de fond en comble le cadre social et économique qui est en voie de transformer l'homme en robot.

Cette disparition du prolétariat révolutionnaire doit être correctement comprise : elle ne signifie pas qu'on doive renoncer à déchiffrer l'agression du capital qu'on décrèterait ainsi inintelligible. Elle implique au contraire son identification sous toutes ses formes et dans toute son étendue; sinon toute velléité " subversive ", au plan pratique ou moral, ne peut que s'inscrire en renforcement du processus qu'elle veut interrompre. On doit pour l'instant se borner à expliquer par ce dernier phénomène le fait que toutes les velléités de lutte radicale de ces dernières années ont finalement été plus utiles au système du capital que dangereuses pour lui. Relativement nombreuses par rapport à la

(1) Ne pas oublier que le productivisme effréné d'après la seconde guerre mondiale a germé sur les ruines d'un conflit qui a fait autour de 45 millions de morts !

période précédant mai 68, elles n'ont eu ni résultat ni suite positifs parce que, toutes dévoyées ou récupérées, elles ont fourni au capital ses propres parades; ce qui, sous l'angle qui nous intéresse ici, s'est traduit par le retour en force du monopole un moment contesté du syndicat sur les grèves.

Il doit être clair que, parlant de velléités " dévoyées " ou " récupérées ", nous n'avons pas en vue une explication qui justifierait leur échec par la puissance du déploiement " physique " des forces adverses (patronat, Etat, police, etc...) Dans la lutte contre le capital telle que nous la concevons, la victoire sous cette forme de l'arsenal politique et militaire ce ce dernier est l'effet et non la cause d'une situation où le capital conserve intact, malgré le choc subi, l'avantage préalable qu'il détient; C'est donc aux tentatives qui ont provoqué ce choc que nous faisons allusion lorsque nous affirmons qu'après avoir un moment exprimé une révolte véritable, elles ont en définitive plus troublé qu'éclairci la conscience de leurs participants; la seule chose, selon nous, qu'on puisse attendre de telles tentatives, étant en effet, qu'elles participent à la transformation des individus, dans un sens de plus grande radicalité, jusqu'à une hostilité générale contre le système du capital.

Et ceci nous permet de revenir à la toute modeste place que la grève des centres de tri, dans cette perspective, aurait pu tenir. Les jeunes postiers ont très bien senti la part de misère humaine dont ils étaient trop généreusement dotés de par leurs conditions de vie et leur " travail idiot "; mais ils n'ont pas été à même de l'exprimer par le langage pratique que constituerait leur action. Ils ont laissé les responsables syndicaux tenir à leur place leur habituel et soporifique discours. Par là s'effaçait l'acte radical qu'ils avaient esquissé en utilisant la grève et non le dialogue; dès lors qu'intervenait le maquignonage professionnel des syndicats en quête d'un peu de prestige, ils étaient voués, sur ce plan-là aussi à être bafoués et humiliés.

On nous objectera qu'il y avait loin des initiatives originelles de la grève des centres de tri à la signification que nous aurions voulu voir s'y affirmer. Nous savons bien que les signes que nous guettons dans toute grève " dure " comme dans n'importe quelle protestation radicale dépendent de maturations souterraines sur lesquelles nous n'avons aucun pouvoir. Mais cela n'excuse en rien ceux qui, tout en parlant de " lutte de classe " et de " révolution ", pervertissent, par leurs considérations " tactiques ", les balbutiements qui pourraient naître de telles maturations. De toute réaction impulsive aux conditions de vie et de travail on peut toujours attendre que, pour le moins, elles éclairent un instant la face cachée de l'aliénation capitaliste. Cette lueur, le mouvement des centres de tri aurait pu l'apporter. Les jeunes postiers étant pour la plupart auxiliaires (donc mal payés) ou stagiaires (donc transplantés de leur milieu d'origine) et par surcroît soumis aux travaux les plus ineptes et les plus désagréables, ils ont eu un sursaut de révolte tellement puissant qu'il a mis devant le fait accompli d'une grève illimitée, une corporation qui n'a connu de mouvements de pareille durée que quatre fois en trente ans. Cette vigueur initiale de la grève, il aurait fallu savoir l'imposer au lieu de subir passivement sa neutralisation réglementée par la mainmise des syndicats. En l'absence de cette volonté, c'est l'inertie,

la routine, l'égoïsme de catégorie et de génération, qui ont repris le dessus. Le reste de la corporation, n'aspirant qu'à en finir le plus vite possible et au moindre mal avec la grève, a laissé la parole et la décision aux organisations qui, moyennant quelques bribes de "succès", exercent parmi les salariés la police directe pour le compte du capital. En dépit du délire gauchiste autour de la "classe ouvrière", celle-ci a finalement des syndicats à son image puisque les chefs de ces organisations peuvent affirmer ouvertement, au nom des salariés, des choses que ces derniers n'auraient eux-mêmes pas le front de dire. Voilà dix ans bientôt que les jeunes se rebiffent et affrontent la répression, que ce soit dans les entreprises ou les facultés, n'ont d'autre appui, de la part des "aînés", que la réprobation muette, voire l'hostilité déclarée. C'est ainsi que les générations résignées se vengent de celles qui ne veulent pas l'être. A cette coalition de repus et de rassis - de ceux que ne tourmente pas le chômage des autres - il fallait une "voix autorisée" qui exprimât ouvertement ce qu'elle-même n'ose pas dire. Elle l'a trouvée, à l'occasion de la grève des PTT, en la personne de Krasucki, secrétaire confédéral de la CGT. Ce dernier, dans un article de presse reproduit en tract par la section locale de ce syndicat, ne cache pas sa satisfaction d'avoir vu reduire au silence la seule chose qui, à nos yeux, conférerait quelque valeur à la grève. Les jeunes postiers, écrit-il, n'étaient pas "ces marginaux que certains prétendaient". Ils ont su, ajoute-t-il en substance, se plier à "l'expérience" et à la "discipline" de la "classe ouvrière" et rendre à la CGT la confiance que celle-ci leur avait accordée.

Tout gonflé qu'il soit de suffisance bureaucratique, ce satisfecit cache mal le souci d'exorciser le spectre de MAI 68, la volonté de conjurer tout retour en force de cette jeunesse qui a su coller sur les "crapules staliniennes" leur vrai nom. Mais il n'est pas moins vrai que cette hantise du politicien syndical chevronné se recoupe avec la sourde et indécise crainte d'une "classe ouvrière" qui, prise dans sa réalité nue - et non seulement l'imagerie gauchiste - comprend mal, au terme de sa relative "sécurité" si laborieusement acquise, que la jeune génération, en dépit de toutes les "récupérations", se résigne si difficilement à payer le même prix pour l'espoir d'un résultat identique, voire même que cette génération ne se résigne pas à une aussi rebutante perspective.

Ce contraste, implicitement ou explicitement, imprègne tous les aspects de la vie sociale et on le retrouve aussi, en filigrane, sous toutes les vicissitudes de la grève des postiers, dominée essentiellement par le facteur d'inhibition et de résignation qu'incarnent la "classe ouvrière" et "ses organisations". La condamnation la plus sévère de la prétention gauchiste à un rôle "d'avant-garde" c'est précisément que, dans ce cas plus que dans tout autre, ce gauchisme a cédé à la plus déshonorante compromission avec cet élément franchement réactionnaire de l'attitude générale des salariés. Contre le conformisme de vie et de pensée de la majeure partie de la corporation postale, c'est en effet ce côté marginal de la grève des centres de tri qu'il aurait fallu exalter : lui seul distingua un moment cette grève des lugubres comédies "revendicatives habituelles"; lui seul en tout cas devait polariser l'attention de "révolutionnaires",

La résistance aux formes actuelles de domination du capital est toute sporadique, fragmentaire, pourrie par les tâtonnements et rétractions. Elle cherche une voie difficile qu'elle doit se frayer contre absolument tout ce que produit l'actuelle société : aussi bien la matérialité avilissante de pratiques de vie dominées par la technique, le luxe, la " culture " que l'excitation abstraite sur des " doctrines révolutionnaires " depuis longtemps réduites à de pures phrases. Dans cette pénible avance, face à une jungle d'adversaires de toutes sortes, le seul point d'appui objectif sur lequel on puisse envisager une certaine prise théorique est celui que constitue la lutte instinctive et inconditionnelle - sous toutes ses formes, action, parole, exemple - contre les comportements de conformisme et d'abandon face auxquelles les vraies et claires ripostes sont encore à découvrir.

A la différence des plus "extrémistes" des gauchistes, nous ne nous leurrerons pas sur les quelques grands moments de lutte radicale qui ont vu le jour depuis Mai 68. Bien que, dans leur langage de faits, elles aient défié certaines formes immédiates de l'agression du capital, elles n'ont nullement témoigné, chez leurs auteurs ou commentateurs, de l'intégrale perception de la nature de son agression globale. Fermées sur des horizons d'entreprise, polarisées sur des intolérances ne concernant que l'acte du travail, ou encore centrées sur un objectif franchement anti-conformiste mais isolé de tous les autres, elles errent dans la recherche de la voie réelle de la subversivité de l'avenir. Aussi doit-on les prendre en considération, non comme stratégies ou méthodes d'action " enfin trouvées ", mais comme preuves tout court de la vitalité humaine. Perceptions limitées et mouvements précaires, elles démontrent pourtant que l'homme atomisé par la société moderne n'est pas encore totalement dénaturé par le capital. Mais surtout, elles constituent la pierre d'achoppement de tout ce qui se veut "révolutionnaire" par l'alternative intraitable qu'elles posent : ou le soutien sans condition de l'"indiscipline", du " marginalisme ", de tout ce que la masse aliénée par le capital considère comme " irréaliste " - ou la complicité tacite ou déclarée avec les auxiliaires de la conservation sociale.

Conclusion

La vraie défaite des postiers tient au fait que, passée la brève impulsion du début, rien ne s'y est déroulé dans le sens de ses possibilités.

Qu'on ne nous dise pas que nous nous illusionnons sur la " chance " qui a été perdue. Durant la grève nous n'avons jamais fanfaronné à la façon gauchiste sur les victoires du mouvement; nous avons toujours tablé sur la stricte réalité qui se déroulait de façon toujours moins encourageante selon notre point de vue. Cela n'infirme pourtant en rien l'existence du facteur marginal dont nous pouvions attendre, à l'occasion de cette grève, une réaction plus durable et plus intransigeante. La masse des auxiliaires - pas seu-

lement dans les PTT - n'appartient pas réellement aux corporations et secteurs qui l'utilisent. Elle en est distincte par le statut, par la rétribution, mais plus encore par la formation et l'origine. Elle recrute de moins en moins chez les transfuges de la campagne, pépinière traditionnelle de l'armée des fonctionnaires, et de plus en plus parmi la masse de jeunes sans débouchés, ceux qui furent les branches industrielles et commerciales ou sont rejetés par elles étudiants sans titres ou diplômés sans emploi. Bref, la croissance inouïe du corps des auxiliaires est un des résultats les plus authentiques de l'inadaptation de la jeunesse aux structures et exigences de la production moderne. On comprend pourquoi les syndicats-gardes-chiourmes du capital font tout pour la " discipliner ", c'est-à-dire l'enrégimenter, déployant dans ce but le mirage de la " titularisation " : ce produit de la crise de la société du capital est un de ceux qui peut être fatal à cette société.

De cette foule de jeunes qui accède aujourd'hui à la vie sociale et professionnelle, une faible partie cependant sent à quel point sa chance d'une vie réellement conforme à ses aspirations et ses rêves dépend de la destruction du règne du capital; encore n'y procède-t-elle que de façon confuse et souvent naïve, le plus souvent avant d'entrer dans la production, où la guettent la submersion sous le nombre des conformistes et l'écœurement devant leur résignation. En ce qui concerne les " marginaux " des PTT, nous répétons notre grief fondamental contre les gauchistes : ils n'ont rien fait pour aider ces jeunes à prendre conscience qu'ils font intégralement partie de ces déchus par avance au regard de la morne " sécurité " de leurs " anciens ". Pis encore, on a vu que, dans ce mouvement de flux et de reflux d'une vague " contestataire " qui vient chaque fois se briser sur le môle d'une " classe ouvrière " soutien du capital, les gauchistes, en œuvrant au profit de la houlette idéologique des syndicats et partis ouvriers, ont pris le parti le plus délibéré en faveur du passé conformiste contre l'avenir subversif.

Cette attitude est à nos yeux directement dictée par l'enlissement théorique des diverses " avant-gardes " d'aujourd'hui pour lesquelles l'histoire de la révolte contre le capital est inexorablement déjà écrite dans l'alignement sur les modes d'action et de groupement traditionnels du " mouvement ouvrier ". C'est évidemment la plus grande preuve d'aveuglement à l'égard du phénomène essentiel du siècle : l'existence historique et sociale de cette " classe ouvrière " s'est toujours manifestée au travers de ses types spécifiques d'organisations - partis, syndicats, coopératives - qui, annexés par le capital, et pliés aux fonctions nécessaires à celui-ci, constituent aujourd'hui pour cette raison les premiers obstacles auxquels se heurte toute protestation, même la plus modeste, contre les exigences inhumaines de ce même capital. (1)

(1) Nombreux seront ceux que notre franc-parler choquera et incitera à le trouver " négatif ". N'ayant pas la prétention de leur proposer un facteur social de rechange, capable de consoler leur nostalgie d'une " classe ouvrière révolutionnaire "... défunte, nous nous bornerons à leur suggérer de se pencher sur leur propre " négativité ". Les termes de " classe ouvrière " n'ont aujourd'hui que deux acceptions possibles. Ou bien il s'agit de la masse des salariés tel-le qu'elle existe réellement : encadrée par ses partis et ses syndicats, elle ne poursuit que des objectifs compatibles avec les ambitions du capital, dont elle partage jusqu'à l'aveuglement la

Cet enlèvement théorique devient de plus en plus flagrant parce que son anachronisme historique se traduit pratiquement par une attitude de recul que nous pouvons illustrer ici une nouvelle fois en montrant la fonction idéologique du gauchisme à l'égard de ce que signifiait déjà hier - mais signifie plus encore aujourd'hui - la "revendication économique" en tant que diversion contre-révolutionnaire. Ici la complicité des gauchistes avec les démagogues du "mouvement ouvrier" atteint son degré extrême parce qu'elle les range aux côtés des organisations démagogiques qui, spéculant sur l'urgence des besoins immédiats des travailleurs, s'en servent pour bloquer ces derniers dans une impasse dont on ne peut sortir qu'en passant par les exigences du capital.

L'amère ironie des tentatives faites par le "mouvement ouvrier" pour "transformer la vie" c'est qu'en réalisant un renforcement toujours plus perfectionné des structures de fonctionnement de la société présente, elles permettent de toujours mieux en dissimuler le caractère aliénant. Elles font pis encore : à la masse des salariés, elles imposent comme dure réalité ce "jeu des apparences" que constituent aujourd'hui la "lutte" politique et syndicale. Grâce à la collaboration des partis et syndicats ouvriers, la dynamique fondamentale du capital, au lieu de susciter la rébellion, se fait arme de défense : il lui suffit de chiffrer en monnaie dévaluée tous ses conflits internes pour les rendre immédiatement inoffensifs.

Aux yeux d'une immense masse d'individus, l'aliénation capitaliste n'est perçue que sous le jour limité d'une satisfaction incomplète de besoins matériels et qu'on peut donc combler morceau par morceau en "arrachant" l'une après l'autre des bribes "d'avantages" (d'où l'adhésion, pas toujours enthousiaste mais jamais démentie, aux simulacres de la revendication syndicale). Cette course éreintante et décevante en vue de réduire la misère matérielle et immédiate est le meilleur "détournement" face à la misère générale et immanente propre à la société du capital. Si nous évoquons ce subterfuge ce n'est nullement par mépris pour la tenaille des contraintes de la vie du travail et de la vie tout court; nous opposons simplement aux "tactiques" progressives de "conquête des masses" par le front avec les syndicats et partis ouvriers, la notion d'une seule et unique inhibition qui, d'une part conduit les "masses" à subir le règne du capital en général et, d'autre part, les rend incapables d'en affronter avec quelque cohérence les conséquences particulières. Et c'est pourquoi, si le terme "d'avant-garde" avait encore aujourd'hui un sens, ce ne pourrait être que pour définir la fonction de ceux qui, conscients de ce qu'on vient de dire, rechercheraient, dans les moindres pulsions de la survie, les conditions de tous ordres propres à la perception de la vie réelle.

.... folie productiviste de la "croissance". Ou bien on évoque un prolétariat susceptible de prendre conscience de cette folie et en mesure de s'y opposer, c'est-à-dire un prolétariat purement imaginaire. Dans ce dernier cas, il est bien visible qu'il s'agit d'un pur et simple mythe. Mais à la différence du mythe sorélien du socialisme, stimulant l'imagination et l'initiative subversive, le mythe actuel du prolétariat n'est qu'un facteur d'inhibition intellectuelle, tout au plus capable de sélectionner, parmi les "révolutionnaires", les plus insensibles et étrangers aux nouvelles formes de révolte sociale.

Mais "l'avant-garde", ce n'est plus là qu'un mot derrière lequel se cache la plus subtile des capitulations devant le capital : celle qui affuble la farce des "lutttes revendicatives" d'une couverture idéologique qui invoque la "préparation" d'une "lutte révolutionnaire" toujours indéfiniment rejetée dans le futur et, en dernière instance, finit par la participation à la meilleure des parades dont dispose le capital. A ceux qui ricaneront à ce sujet sur notre "manque de réalisme" (auquel ils opposent l'alignement de "l'avant-garde" du côté du plus fort) nous répondrons que les possibilités d'action radicale de ces dernières années se sont la plupart du temps présentées lorsque "l'avant-garde" ne pouvait momentanément pas tenir efficacement un tel rôle défaitiste. En de rares et courtes occasions le voile d'illusions tissé autour de la réalité du capital a subi de réels accrocs. Ce fut chaque fois qu'une catégorie ou un groupe social quelconque en vint par sa révolte à exprimer brutalement un aspect de sa vraie misère. Il en est ainsi de toute réaction se manifestant contre un des combinats du mécanisme capitaliste d'intoxication-oppression : par exemple contre l'enchaînement des disciplines qui, de la famille et de l'école en passant par l'armée, vise, en vue de l'usine, à détruire chez les jeunes toute faculté de rébellion. Même lorsqu'un mouvement comme celui des postiers est loin d'atteindre une telle radicalité, on a le devoir d'y guetter les "moments d'aiguillage" où, par une intervention, une initiative, on peut aider à la révélation de sa vérité la plus profonde. Cette vérité, en ce qui concernait les postiers, c'était qu'ils se dressaient contre leurs conditions de vie et de travail et voulaient exprimer cette protestation de la façon la plus énergique possible. Comme cette vérité était farouchement dissimulée par les manœuvres des organisations syndicales, toute intervention en sa faveur exigeait, au minimum la dénonciation de ces manœuvres, la lutte contre ces organisations.

Naturellement, la possibilité d'une telle intervention dépend de la dynamique du mouvement lui-même et, ce qui généralement lui est lié, du nombre et de la décision des grévistes capables de surmonter les préjugés et terreurs sur lesquels jouent les syndicats. Mais puisque les gauchistes ou para-gauchistes se vantent, comme on l'a vu précédemment d'avoir pu "intervenir" dans la grève des postiers, ils détenaient théoriquement les moyens dont nous étions privés dans notre tentative de nous faire entendre, en tout petit nombre et, par surcroît, en province alors que le centre de gravité du mouvement résidait à Paris. Disposant de tout ce qui nous était refusé - accès aux tribunes, presse, effectifs - ils ne s'en sont jamais servi, au défi de leurs prétentions idéologiques, pour tenter de débloquer le processus de radicalisation rapidement enrayé par les syndicats. Ils ont donc failli au strict minimum que nous avons indiqué plus haut.

On aura deviné que si nous avons été prolixes sur cette carence n'est pas seulement pour la rendre indiscutable. Notre critique du gauchisme ne vise pas à lui enseigner ce qu'il aurait dû faire mais à expliquer pourquoi il ne pouvait pas le faire et, par là, rechercher - bien au-delà des spéculations de "tactique" ou d'apparement politique - l'emprise dont toute lutte radicale doit se dégager.

Cette recherche est vouée d'avance à l'échec si l'on se cantonne sur le terrain de la "concurrence revendicative" à l'égard des syndicats. Même à l'époque héroïque où toute grève, quoique ébauchée, s'inscrivait positivement dans la dynamique d'un mouvement ouvri-

alors antagonique du capital, l'importance de cette forme de lutte ne résidait pas dans les revendications posées. L'essentiel consistait en ceci que les déterminations matérielles contraignaient littéralement les travailleurs à exprimer un moment la vie contre cette mort lente qu'est l'asservissement journalier à la production. Hier, exprimer la vie, c'était essentiellement sauvegarder l'existence physique de la force de travail où la révolution prolétarienne devait puiser l'énergie capable de dégager l'homme de la future société communiste en dépouillant la gangue du travailleur aliéné,

Mais le déroulement historique a finalement démenti cette perspective. Aujourd'hui le capital a remodelé l'individu à son image et les termes de l'avènement d'une "société humaine", autrefois échelonnés, apparaissent désormais bloqués. Le travailleur n'est pas cette "enveloppe sociologique", instrument inconscient d'un être humain caché que la lutte révolutionnaire devrait révéler. Par son rôle dans la production comme par son attitude dans la vie sociale, il n'est, comme tout individu de la société présente, que le reflet vide d'un univers démentiel. Pour lui comme pour tout autre individu, cesser d'être cette copie conforme de la société du capital est la condition préalable de tout comportement non passif. Sa reconquête en tant qu'homme fait tout un avec l'apparition de sa capacité à lutter contre n'importe quelle agression du capital.

A ceux qui nous reprocheront de rester dans le domaine des généralités abstraites, nous répondrons que nous ne pouvons définir ce qui reste à trouver, mais que nous savons fort bien quel est le problème immédiat de toute "radicalité" : le déconditionnement à l'égard de toutes les suggestions qui viennent du mode actuel de vie. Il ne s'agit pas d'un problème "psychologique", d'une "mutation mentale" à obtenir des intéressés par "l'explication", la "démonstration", la "persuasion", etc, etc... Il s'agit de faire éclater le fruit des manipulations syndicales qui transforment des stimulations produites par des moments réels du besoin immédiat en ordres dissimulés dictés par le capital.

Nous entendons bien que la propagande et l'intervention critique ne sauraient suffire à déclencher un tel éclatement. Toute manifestation de ce type ne peut y contribuer que si elle s'insère au niveau le plus profond où l'impulsion de révolte bifurque vers la "revendication" et à la condition expresse qu'elle se traduise en pratique immédiate susceptible de bouleverser le comportement habituel. Dégager une attitude critique générale à partir d'une expérience particulière de la vie imposée par le capital; vaincre à l'aide d'actes l'inhibition qui empêche cette attitude critique de germer, telles sont les seules choses positives qu'on puisse attendre des actuels "conflits sociaux".

En ce qui concerne les agressions du capital contre le sort immédiat des salariés, certaines formes de lutte sont aptes à renverser les effets de leur servitude la plus directe : la discipline d'entreprise, la tension productive, la psychologie concurrentielle, bref les principaux signes de cette échelle de valeurs imprimée jusqu'au niveau du subconscient par la logique du capital et grâce à laquelle les partis ouvriers et leurs syndicats peuvent efficacement remplir leur rôle contre-révolutionnaire. Une grève répondant à cette condition n'est certes qu'une brève interruption de la pression

permanente exercée par toute une société; du moins qu'elle aide ceux qui subissent le plus durement cette pression à prendre conscience de sa vraie nature à travers un premier geste de combat contre elle.

Bien entendu la grève des postiers n'a fait qu'effleurer une telle possibilité. Si nous avons bien perçu quand, comment et pourquoi, ses promesses initiales se sont évanouies, cela ne révèle aucunement le secret qui rassurerait quant à la non-répétition du processus dans des circonstances identiques. La seule chose dont nous soyons sûrs c'est que les comportements que nous avons dénoncés chez les pseudo-extrémistes s'inscrivaient dans les conditions qui permettaient la "bifurcation" dont nous parlons plus haut. A propos des points sur lesquels nous avons écrit qu'il aurait fallu être intransigeants, l'intransigeance que les gauchistes n'ont pas observée est plus significative de leur fausse "radicalité" que garante d'un autre cours de la grève si on avait respecté une telle intransigeance. Aussi ne donnerons-nous sur ce plan que quelques objectifs indicatifs et peu nombreux.

Des revendications, seules celles qui concernaient les 200 F immédiats pour tous et le salaire minimum de 1700 F méritaient d'être soutenues, mais hors du fatras des considérations qui les étouffaient sous la "lutte contre le démantèlement", la "sauvegarde du service public", etc... La création de comités de grève indépendants à l'égard des syndicats et responsables devant les seuls grévistes représentait une autre de ces salubrités élémentaires pour lesquelles il aurait fallu inconditionnellement se battre. De tels comités, de par leur liaison directe avec les grévistes et en raison de la transparence de tous leurs rapports et activités, peuvent rendre plus évidente la politique torveuse des syndicats et, dans une certaine mesure, la désarmer. Dans cette forme il ne faut cependant pas voir une panacée; seulement la possibilité, pour les grévistes, de prendre eux-mêmes leurs décisions et responsabilités, ce qui tend à les tirer d'une passivité syndicale qui n'est qu'un aspect de leur passivité générale d'individus atomisés et détruits.

Sans parler d'autres indices d'un radicalisme possible et qui ne sont pas apparus dans la grève des postiers, il faut insister en terminant sur notre net refus de nous satisfaire d'un quelconque "schéma révolutionnaire" dont nous serions les détenteurs privilégiés. Une telle prétention ne nous fait détourner de la seule tâche utile qui consiste dans la mise en œuvre d'une "participante" des tendances réelles ou possibles de la déstructuration de cette expérience - d'ailleurs étendue à tous les aspects de la vie - avec le "bagage" disponible de recherches et études théoriques.

D'autre part, la transformation radicale que nous évoquons comme condition indispensable à la destruction du rapport social dénommé "capital" et qui ne peut survenir que dans l'enchaînement des produits et facteurs s'enchevêtrant dans son évolution historique - n'est pas une besogne à la petite semaine dans lesquelles se spécialiseraient des groupuscules: en réalité ils n'y cherchent que justification et pérennité pour leur précaire équilibre d'irréductibles et instables. Ils s'agit au contraire d'envisager - sans prétention mais sans réticence - la dramatique alternative qui se pose à l'humanité entière, d'une façon tellement cruciale qu'elle est progressivement devenue une telle des plus divers côtés.

Vu sous certains aspects, l'horizon qui semble poindre devrait faire pâlir et décomposer le spectre mesquin et sordide où les uns rêvent d'une puissante démonstration de forces populaires et d'autres d'un accroissement miraculeux de leur groupuscule. Sous ce jour-là il serait légitime de placer l'espoir dans les réactions futures des masses d'individus qui, dépouillés journallement de toute vie propre par les agressions du capital, finirait par trouver dans la prise de conscience de ce fait, en même temps que la force d'y résister, le sens d'une nouvelle vie.

Mais par ailleurs des indices non moins nombreux en sens inverse laissent perplexe. Leur seule signification claire est qu'ils portent un coup fatal à la théorie groupusculaire de la crise, ruinant le cercle vicieux dans lequel la catastrophe économique est indispensable à la généralisation de l'influence de "l'avant-garde", tandis que le nombre et la puissance de celle-ci conditionnent à leur tour le débouché de la crise sur la révolution. Non seulement les précédents historiques démentent une telle règle pour l'issue des crises du capital, toutes génératrices, dans les temps contemporains, de guerre, répression et fascisme, mais encore la déroute des actuels "extrémistes" confirme l'inanité de leur prétention : au moindre spectre du chômage, ils oublient à un tel point leur "mission révolutionnaire" que, même dans une simple grève - comme l'illustrent les arguments de Lutte ouvrière ou de Politique-Hebdo - ils se précipitent dans le giron des partis électoralistes et de leurs perspectives !

Voilà quels sont donc les effets de paniques des signes avant-coureurs de la crise auprès de ceux qui placent en elle leurs espoirs révolutionnaires. Pendant ce temps, le fait divers d'une société de plus en plus raciste et bestiale vient rappeler à propos que le système du capital, outre l'arme "démocratique" de la séduction, dispose de celle, plus "fasciste", de la violence et de la barbarie sociale. Sont donc balayées, avec la même sévère dérision, et le frontisme d'une partie de l'"avant-garde" et les rêveries sanguinaires de l'autre partie qui n'envisage de salut que dans les draperies sanglantes des plus atroces misères.

Face à ce double repoussoir, le seul "réalisme" est celui qui mise sur les ressources de révolte d'une "nature humaine" dont nous savons au moins que ses plus grandes lucidités lui sont toujours venues de ses révoltes les plus profondes.

DU MYTHE AU TABOU

Nous avons illustré plus haut comment toute la pratique des "avant-gardes" d'aujourd'hui était basée sur l'invocation d'un facteur social inexistant : le prolétariat, auquel divers traits spécifiques, en vertu d'une stricte interprétation du marxisme confèreraient une nature foncièrement révolutionnaire.

Cette conviction peut prendre des dimensions ahurissantes comme nous en trouvons la preuve dans les faits que relate Le Nouvel Observateur (n°547, 5-11 mai 1975) dans un article intitulé : " Une querelle de chinois ". Ce journal y décrit l'hostilité rencontrée, à la Faculté de Vincennes, par la projection de films fascistes, italiens et allemands, que Maria Antonietta Macciocchi et quelques autres collaborateurs ont exhumé des cinémathèques dans le cadre d'un séminaire consacré aux origines du fascisme.

La raison de cette hostilité (d'ailleurs ponctuée d'épithètes injurieuses à l'égard des organisateurs) est expliquée et prise en charge par le groupe maïste " de tendance Lin Piao" dans un tract dont Le Nouvel Observateur reproduit ce passage savoureux:

" La classe ouvrière est pure... les masses ouvrières sont révolutionnaires par essence, le fascisme ne peut les manipuler. C'est vous qui manipulez les images..."

Nous ne nous arrêtons pas sur cette mésaventure qui ne manque pas de s'avérer lorsqu'un écrivain antifasciste en est la victime, ni sur l'autocritique de l'intéressée, qui voit dans cette réaction des étudiants maïstes " la faute des générations qui ont connu le fascisme ", le prix payé " pour le triomphalisme, la conception hagiographique de l'histoire dont nous éffaçons échecs et misères pour exalter notre infailibilité", Il nous suffira de constater à l'appui de ce que nous avons dit dans les pages précédentes, que, dans le cas de ces maïstes, l'hallucination concernant " le prolétariat révolutionnaire " atteint au délire aigu: ils ne se bornent plus à spéculer sur les facultés subversives généreusement conférées à la classe ouvrière d'aujourd'hui; ils nient l'histoire bien réelle de la classe ouvrière d'hier, celle dont l'embrigadement sans combat sous les drapeaux de l'hitlérisme - en cette Allemagne qui était l'orgueil et l'espoir de la III^e Internationale - ne constitue pas le moindre chaînon dans le processus de dissolution du prolétariat en tant que facteur révolutionnaire.

Mais on comprendra bien aussi, au spectacle d'énormités comme celle dont les maïstes de Vincennes sont capables, qu'il s'agit essentiellement d'un trait groupusculaire : les convictions de leurs auteurs n'ont plus un rapport quelconque avec une réalité historique et sociale; elles ne témoignent que de leur indiscutable paranoïa.

—:—:—:—